



88 Arrêté du 14 décembre 2011 portant maintien dans la 1re section et admission dans la 2e section d'un officier général de la gendarmerie

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025031118&dateTexte=&categorieLien=id>

90 Décision du 7 décembre 2011 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2012 (armée active)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025031122&dateTexte=&categorieLien=id>

JORF n°0298 du 24 décembre 2011

MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

56 Décret du 22 décembre 2011 portant nomination et promotion dans l'armée active

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025023988&dateTexte=&categorieLien=id>

## Les étrangers dans l'armée française.

La Revue historique des armées se penche sur les étrangers dans l'armée française.  
" Des étrangers dans l'armée française... On pense d'abord à la Légion, mais on ne peut oublier les troupes coloniales, les Espagnols dans les rangs de l'armée française, les volontaires européens de 1940,....."  
la suite sur le blog <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/>

### Le volontaire étranger

Le monde entier disait : la France est en danger ;  
Les barbares demain, camperont dans ses plaines.  
Alors, cet homme que nous nommions « l'étranger »  
Issu des monts latins ou des rives hellènes

Ou des bords d'outre-mer, s'étant pris à songer  
Au sort qui menaçait les libertés humaines,  
Vint à nous, et, s'offrant d'un cœur libre et léger,  
Dans nos rangs s'élança sur les hordes germanes.

Quatre ans, il a peiné, saigné, souffert.  
Et puis un soir, il est tombé dans cet enfer...  
Qui sait si l'inconnu qui dort sous l'arche immense,  
Mêlant sa gloire épique aux orgueils du passé  
N'est pas cet étranger devenu fils de France  
Non par le sang reçu mais par le sang versé ?

03.01.2012

# Vœux aux armées: le président de la République est en Bretagne



Le Président est en Bretagne, comme l'indique cette photo de mon confrère Joël Le Gall: temps gris et humide, du vent dans les voiles et l'imper, un navire au large, et la garde au drapeau de l'Ecole navale. La suite, plus tard, avec le compte-rendu de son discours et de ses vœux aux armées. "Vous avez fait le choix du métier des armes au nom des valeurs de la France et pour votre Patrie", a-t-il commencé.

## Les petites phrases du Président lors des vœux aux armées



**Métier des armes** : « Vous avez fait le choix du métier des armes au nom des valeurs de la France et pour votre Patrie ».

**Fougue** : « Nos armées ont besoin comme notre pays d'enthousiasme, de fougue, d'esprit d'aventure, d'esprit d'entreprise, de courage ».

**Libye** : « Vous pouvez être fiers de vos chefs militaires qui ont remarquablement coordonné nos moyens et ont permis des interventions sans pertes humaines », « Une fois encore, l'armée française fut l'armée de la liberté. »

**Afghanistan** : « Je recevrai le président Karzaï le 27 janvier prochain. Je confirmerai et je préciserai à cette occasion notre calendrier définitif de retrait ».

**Syrie** : La communauté internationale doit « prendre ses responsabilités (...) en prenant les sanctions les plus dures, en assurant l'accès humanitaire », a également jugé le chef de l'Etat. « C'est ce à quoi nous allons travailler d'arrache-pied »,

Lire aussi, sur *ouest-france.fr*, l'article de mon confrère Sébastien Panou en cliquant [ici](#).

## Le président rend hommage aux commandos du COS



*Un groupe action du CPA10 pendant l'exercice Reghaïa, en 2010, rapporté dans Raids (crédit : Jean-Marc Tanguy).*

Le président de la République a effectué un hommage soutenu aux commandos du COS, dans ses vœux à Lanvéoc-Poulmic, ce matin, après avoir assisté à une démonstration des commandos marine, aérocordés

depuis des Caïman de la **33F**. Il a d'abord cité en exemple les valeurs portées par la devise du **1er RPIMa** (Qui Ose Gagne), avant, six minutes plus tard, de citer une derrière l'autre, les trois composantes, air, terre et marine des forces spéciales. "Elles arrivent en premier, elles partent en dernier" a-t-il souligné

leurs interventions ont été déterminantes, nos alliés l'ont bien compris, et la France a fait impression" a-t-il conclu, sans cacher sa satisfaction de disposer d'un tel outil.

Rappelons que depuis 2004, les engagements du COS, en Afghanistan et en Afrique, auront été particulièrement durs. 11 commandos du COS sont morts en [Afghanistan](#), et encore [trois y ont encore été blessés, en novembre dernier](#). Cinq autres avaient été tués au Gabon (2009), dans le

crash d'un Cougar, deux autres en Côte d'Ivoire (2006), un commando du **1er RPIMa** avait perdu la vie, dans la zone des trois frontières (2008).

Sous-utilisées par le précédent CEMA, les forces spéciales ont retrouvé toute leur place dans les opérations, avec l'amiral **Edouard Guillaud**, au point de connaître actuellement une véritable surchauffe.

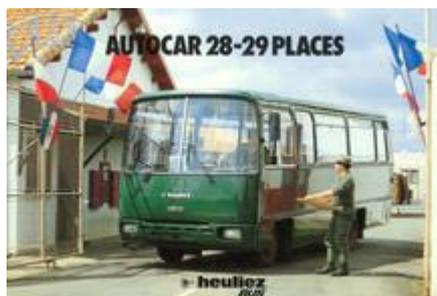
Le COS est actuellement commandé par le général **Christophe Gomart** (1), ancien collaborateur du président au conseil national du renseignement. Et le général **Benoît Puga**, actuel chef d'état-major particulier du président est un ancien GCOS.

Le **CEMAT** et [le CEMM](#) viennent de décorer les emblèmes de leurs unités de forces spéciales de la croix de la valeur militaire à titre collectif, respectivement le [1er RPIMa](#), [le 13e RDP](#) et [le 4e RHFS d'une part](#), le commando [Jaubert d'autre part](#).

(1) son interview sur les retex d'Ares est visible dans RAIDS n°309.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [1/03/2012 05:57:00 PM](#)

## Vœux du Président : le Paris-Brest des aviateurs... en autocar



Le président de la République doit présenter, demain à 12 heures, ses traditionnels vœux aux armées depuis l'École navale, dans la Finistère. Pour organiser un parterre interarmées, le public local ne suffit pas. D'où la nécessité de faire venir des terriens et des aviateurs au milieu des marins. Des personnels de la Base de Défense Ile-de-France ont été mobilisés pour l'occasion.

Quelques dizaines d'aviateurs ont ainsi appris qu'ils se rendraient à Brest... par le bus puisque l'armée de l'air est de plus en plus à cours d'avion. Départ aujourd'hui 14 heures pour au moins huit heures de route... et retour de la même manière. S'ils ne paient évidemment pas le voyage, ils devront toutefois avancer les autres "frais de mission" - dont le remboursement prend au moins cinq semaines. Et ils pourront récupérer plus tard la journée du 2 janvier, qui est dans l'armée de l'air, un TAOPM - c'est-à-dire l'équivalent d'une journée de RTT.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Lundi 2 Janvier 2012 à 13:11

31.12.2011

# Gérard Longuet est arrivé à Kaboul pour la traditionnelle étape ministérielle de fin d'année



Le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, est arrivé samedi matin à Kaboul pour une visite de deux jours auprès des forces françaises en Afghanistan à l'occasion des fêtes de fin d'année. Au cours de sa visite, Gérard Longuet doit notamment s'entretenir ce samedi avec le président afghan, Hamid Karzaï (photo ci-dessus. Cliquer [ici](#) pour accéder au site de la Présidence afghane), avec le ministre afghan de la Défense, le général Abdul Rahim Wardak, et avec le général John Allen, qui commande la force internationale en Afghanistan (Isaf).



Gérard Longuet est arrivé en Afghanistan deux jours après la mort des deux légionnaires français, tués jeudi par un soldat de l'Armée nationale afghane (ANA) en Kapisa où sont déployées les troupes françaises de la brigade La Fayette. A son arrivée à l'aéroport de Kaboul, il a assisté (photo ci-dessus) à la cérémonie de levée des corps des deux sous-officiers avant leur rapatriement vers la France.

Gérard Longuet se rendra ensuite sur plusieurs positions des forces françaises et réveillonnera ce samedi soir avec des militaires basé en Surobi, après être passé par Nijrab.

# Gérard Longuet achève sa visite en Afghanistan après un réveillon avec les soldats français

Créé le 01-01-2012 à 17h30 - Mis à jour à 23h50

KABOUL (AP) — Le ministre français de la Défense Gérard Longuet a achevé dimanche une brève visite en Afghanistan où il a passé le réveillon du Nouvel-An avec les soldats français qui servent dans la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN.

Le ministre a adressé ses vœux aux armées depuis la province de Kapisa, où sont engagés les militaires français. Dans cette province de l'est du pays, "vos camarades font un travail formidable qui permet aujourd'hui d'espérer une transition, une évolution profonde, en quelque sorte la consécration des sacrifices qu'ils ont consentis généreusement, et parfois douloureusement, tout au long de cette année 2011", a-t-il déclaré dans son message enregistré et diffusé sur le site du ministère.

"C'est en effet parce que sur le terrain vos camarades se sont investis dans la Task force Lafayette que nous pouvons aujourd'hui transmettre à l'armée afghane la responsabilité du district de Surobi et proposer (...) de voir demain la province de Kapisa être gérée par les Afghans eux-mêmes avec notre soutien", a souligné le ministre pour qui ce travail en Afghanistan est "une réponse à ceux qui s'inquiètent".

Juste avant sa venue, dans la province de Kapisa, deux légionnaires français avaient été tués jeudi par un soldat afghan, apparemment lié à l'insurrection, qui a délibérément ouvert le feu sur eux alors qu'ils participaient à une mission dans la vallée de Tagab. L'attaque a été revendiquée par les talibans.

Devant la presse, le ministre a rappelé que l'Afghanistan est le théâtre où l'armée française compte le plus d'hommes engagés, avec quelque 4.000 soldats, et a fait état d'une "évolution positive". L'OTAN et le gouvernement afghan comptent sur une fin de la transition d'ici 2014, date à laquelle les troupes de la coalition doivent mettre fin à leur rôle de combat.

Gérard Longuet a aussi évoqué les efforts pour ouvrir des pourparlers de paix avec les talibans. Des efforts qui se concentrent actuellement sur l'idée d'ouvrir un bureau politique des talibans à Doha au Qatar. Le ministre français a dit avoir discuté de ce sujet lors d'une entrevue avec le président Hamid Karzaï, estimant qu'il ne fallait pas fermer la porte aux possibilités de dialogue.

AP

## Vœux aux armées de l'amiral Edouard Guillaud

Mise à jour : 03/01/2012 18:53

Officiers, sous-officiers et officiers marinières, soldats, marins, aviateurs et personnels civils de la défense.

À l'aube de cette nouvelle année, je pense d'abord à nos vingt-huit frères d'armes tombés pour la France en 2011, je pense à leurs familles en deuil à qui la communauté militaire témoigne sa fidèle reconnaissance.



Au nom des armées françaises, je leur rends un hommage solennel. Cet hommage est aussi celui de la nation tout entière, celui d'un grand pays, déterminé dans la défense de ses valeurs, et qui ne plie pas.

Je pense aussi à tous nos blessés. Ils mènent aujourd'hui un autre combat pour se reconstruire avec le soutien de leurs proches mais aussi celui de leurs camarades. C'est le soutien de notre communauté militaire dans son ensemble, au premier rang de laquelle se dévoue notre service

de santé des armées.

Je témoigne à nos blessés notre reconnaissance, notre admiration et notre respect. Ils peuvent compter sur notre fidélité comme nous avons pu compter sur leur courage, leur engagement et leur loyauté dans les épreuves du combat.

Je pense aussi à tous ceux qui, en ces périodes de fêtes, sont loin de leur famille, de leurs amis et assurent en France comme partout dans le monde, la défense de notre pays, de ses intérêts et de ses valeurs.

Je pense enfin, à vous tous, qui vous êtes engagés pour défendre et servir notre patrie. Les forces morales qui vous animent sont l'honneur de nos armées.

Une fois de plus cette année, vous avez fait preuve d'une disponibilité sans faille et d'une combativité exemplaire partout où cela était nécessaire.

Dans le même temps vous avez consenti d'importants efforts et des sacrifices pour poursuivre notre transformation.

Je sais qu'en 2012, vous ferez preuve du même courage et de la même ténacité pour relever les défis qui nous attendent.

Nous franchirons ensemble les obstacles parce que nous resterons solidaires du choix que nous avons fait de servir notre pays, sur le territoire national ou sur les théâtres d'opérations en Afghanistan, au Liban, en RCI, au Kosovo, dans l'océan indien, là où la nation nous envoie. Nous poursuivrons avec la même détermination la transformation et préparerons l'avenir en tenant compte d'une situation financière qui n'est pas favorable.

Enfin, nous affirmerons ensemble la force de notre engagement. Il consacre les valeurs que notre pays défend.

Ensemble, nous relèverons ces défis avec ce même cœur et ce même supplément d'âme qui animent tous ceux qui ont versé leur sang pour nos trois couleurs !

Officiers, sous-officiers et officiers mariniers, soldats, marins, aviateurs et personnels civils de la Défense, vous faites honneur à nos armées et à la France.

Je vous adresse mes vœux les plus chaleureux pour l'année qui vient. J'y associe tous ceux qui vous sont proches et qui sont, dans une discrétion qui les honore, les soutiens indispensables d'une vocation particulièrement exigeante, celle du service de la patrie et du succès des armes de la France !

Bonne année 2012 !

Édouard Guillaud.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## Le CEMAA fête le réveillon de Noël au Tchad

Mise à jour : 04/01/2012 17:32

Après avoir passé une journée au sein de la Force Licorne en Côte d'Ivoire, le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean-Paul Paloméros, s'est rendu sur la base aérienne de N'Djamena, au Tchad, le 24 décembre 2011, pour réveillonner auprès des militaires déployés sur le théâtre.



Samedi 24 décembre au soir, base aérienne 172 « Sgc Adjï Kossèï » de N'Djamena. C'est l'effervescence parmi les 950 militaires de la force Épervier. Tous se dirigent vers un hangar à avions de la zone technique opérationnelle, afin de célébrer Noël avec deux invités prestigieux : le secrétaire d'état à la Défense et aux anciens combattants (SEDAC), Monsieur Marc Laffineur et le chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), le général Jean-Paul Paloméros. Vêtu de sa combinaison de vol griffée de cinq étoiles, le chef des aviateurs

affiche la mine réjouie de celui qui a trouvé sa place : en opération parmi les soldats. « *C'est un plaisir, une joie et un grand honneur d'être ici, auprès de vous sur le terrain* », a-t-il déclaré avant de céder la parole au secrétaire d'état. Ce dernier a lui aussi tenu à apporter personnellement un message « *de soutien, de reconnaissance et de profonde admiration de la nation* », vantant les mérites et les qualités des armées françaises. Dans l'assemblée, l'ambiance est double. Elle est à la fois empreinte de nostalgie pour ces militaires déployés loin de leurs proches, mais elle est également marquée par la joie de partager cet événement avec une véritable « famille », celle des armées françaises.



Durant toute la journée du réveillon de Noël, le général Paloméros a parcouru la base aérienne de long en large afin d'aller à la rencontre d'un maximum de personnel. Il a d'abord rencontré son homologue tchadien, une occasion de lui confirmer tout le soutien de l'armée de l'air. « *Nous travaillons ensemble depuis longtemps car nous avons tissé des liens d'amitié et de confiance*, a souligné le général. En effet, les éléments français au Tchad de la force Épervier assurent deux missions permanentes. Ils contribuent d'une part à la sécurité des ressortissants français résidant au Tchad. D'autre part, conformément à un accord de coopération technique signé entre les deux pays, les militaires français au Tchad apportent un soutien logistique (ravitaillement, carburant,

transport, formation) aux forces armées et de sécurité tchadiennes (FADS), ainsi qu'un appui renseignement. Les deux hommes, accompagnés du colonel Christophe Ourcel, commandant les éléments français au Tchad, ont ainsi évoqué d'autres axes de coopération dans les domaines de l'entraînement opérationnel des forces de protection ou encore dans le cadre de l'envoi de jeunes cadets tchadien au sein des écoles d'officiers de l'armée de l'air de Salon-de-Provence. Durant l'entretien, le général Paloméros s'est dit « *très impressionné de voir votre armée de l'air en pleine montée en puissance* ». La matinée s'est achevée sous le signe de la Légion étrangère pour le CEMAA qui a d'abord participé à la tradition des crèches fabriquées par des légionnaires. Puis, il a assisté à la remise de décrets de naturalisation, par l'ambassadeur de France au Tchad, à trois jeunes légionnaires qui ont quitté leur pays pour servir le drapeau tricolore.



Dans l'après-midi, le général a visité les différentes unités composées d'aviateurs, l'escadron de protection qui assure la protection de la plateforme aéronautique, l'alerte sauvetage terrestre ou l'escorte de certains convois. Ou encore le groupement « air » composé principalement d'aviateurs et d'équipages de l'aviation légère de l'armée de terre et mettant en œuvre deux avions de transport Transall, un Casa, un ravitailleur C 135, quatre hélicoptères Puma et quatre Mirage F1 qui ont remplacé les Mirage 2000 RDI le 21 décembre dernier. « *Je suis très heureux que vous soyez revenu ici*, a annoncé le CEMAA aux aviateurs fraîchement arrivés de l'escadron de Mont-de-Marsan. *Le Tchad a retrouvé sa capacité de reconnaissance, cela fait plaisir !* » Équipé du pod « Presto », un équipage a effectué sa première mission de reconnaissance le 22 décembre.



Prenant un soin particulier, à chacune de leurs rencontres, de glisser un mot de soutien aux militaires ravis, le chef des aviateurs et le secrétaire d'état ont poursuivi leur tournée des « popotes » et des postes de gardes, jusque tard dans la nuit. Le lendemain, jour de Noël, le général Paloméros s'est rendu sur le site de Faya-Largeau, pour une nouvelle journée de communion et d'émotion avec la Légion étrangère.



Reportage : Lieutenant Marianne Jeune

Photos : Adjudant Anthony Jeuland

# 2012 - le mercato des généraux



Dans la haute hiérarchie militaire, trois postes devraient changer de titulaire cette année : le chef d'état-major de l'armée de l'air, le gouverneur militaire de Paris et le directeur de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN). Aucune décision n'est encore prise concernant ces nominations, qui s'avèrent complexes.

Le général Jean-Paul Paloméros (*photo*) pourrait quitter la tête de l'armée de l'air à l'été. Il aura alors 59 ans. Sa nomination à Norfolk (Etats-Unis), pour succéder au général Abrial comme SAC-T, l'un des deux grands commandements de l'Otan, chargé de la transformation, est aujourd'hui sérieusement envisagée. Quel sera son successeur comme chef d'état-major de l'armée de l'air ? Plusieurs noms circulent, sans aucune certitude, comme celui de Gratien Maire. Mais il est possible que, *in fine*, "Palo" reste une année de plus.

Quoiqu'il en soit, il faudra trouver un successeur au général Abrial, puisque ce poste à l'Otan revient à un officier français.

Autre casse-tête, la succession du général Bruno Dary au poste de Gouverneur militaire de Paris (GMP). C'est un poste prestigieux et délicat, à la fois dans la gestion des sites de la défense en Ile-de-France comme dans celui de représentation et de rayonnement.

Enfin, la direction de l'IHEDN devrait également être renouvelée, avec le départ de l'amiral Richard Laborde.

Reste un poste qui pourrait lui aussi changer de titulaire en fonction de qui sera le prochain président de la République. Si Nicolas Sarkozy est réélu, le général Benoit Puga restera très certainement à l'état-major particulier (même si son départ pour Norfolk avait été, un temps évoqué). Mais si un autre candidat est élu, comme François Hollande, il est possible qu'un autre CEMP soit nommé au bout de quelques mois.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 5 Janvier 2012 à 16:20

## Les chantiers du nouveau DICOD

Nommé seulement ce midi en conseil des ministres à la tête de la **DICOD**, **Gérard Gachet** ne devrait pas présenter, sauf changement de dernière minute, le point presse hebdomadaire de demain, et c'est son désormais adjoint, le général **Philippe Pontiès**, qui devrait encore officier, comme il le fait depuis la fin du printemps.

L'impétrant a déjà dirigé la communication d'un ministère, à l'**Intérieur**, mais avec des ressources bien moindres : même si on met bout à bout les effectifs de communication de la police et de la gendarmerie (1), on arrivait alors difficilement à dépasser les 120, soit dix fois moins de ce qu'on peut trouver à la Défense.

L'Intérieur, sujet de moqueries récurrentes de la part des communicants défense, parce que ce sont les syndicats de police qui y effectuaient, alors, intégralement le service pour les médias, a bien changé, alors, sous l'ère Gachet, recruté par **MAM**, qui vomissait les syndicats. L'ancien journaliste du *Figaro* et de *Valeurs Actuelles* y avait lancé une lettre d'informations, des tableaux de bord, modernisé les publications internes, et réformé le service central (la DICOM, pendant de la DICOD), alors que la police recrutait à tour de bras des communicants pour son service central (baptisé SICOP) et en implantait en région, sur le modèle de la gendarmerie. Les effets sont visibles, et les cadres de la police, plus régulièrement visibles dans la lucarne, résultats des petites graines alors semées. Lui-même avait d'ailleurs colonisé les écrans de télé, sans se risquer à rentrer dans la routine d'un point presse hebdomadaire, tendance qui touche depuis plusieurs années celui de la Défense.

Mais la Défense tient bon et à son point presse, car les questions des journalistes, y compris les plus farfelues, débouchent irrémédiablement sur de vrais papiers, comme les posts de ce blog l'illustrent... tous les jours. Et c'est une façon de défendre le format de la DICOD (160 personnes avant d'arriver au Balardgone), l'organisation de la semaine (pré-réunion le mardi à la DICOD à l'école militaire, calage le jeudi au ministère, à 10 heures...) et la flotte de véhicules (dont une berline avec chauffeur), malgré les 10 minutes de trajet à pied.

Quel pourra alors le mandat de celui qui avait été vite pressenti, mais que le ministère a préféré garder en réserve, alors que d'autres castings de journalistes étaient aussi effectués (sans succès d'ailleurs) ?

D'abord gérer la crise, avec un enveloppe budgétaire 2012 contrainte. La DICOD ne gère certes pas toute la filière, mais impulse, coordonne... et commande de très nombreux sondages, tous fort coûteux, et tous pas très utiles. Son prédécesseur, **Laurent Teisseire** (2) avait d'ailleurs dû recadrer des instituts un peu trop aventureux dans leurs questions aux sondés et donné une deuxième impulsion à la numérisation de la communication, en noyant les réseaux sociaux. Qu'il faudra encore bien plus investir, [comme nous le révélions 11 décembre](#). Le plus beau coup de Teisseire est d'avoir imposé Parlons Déf, un site Facebook branché pour capturer les jeunes, cible n°1 des efforts de la filière (bien devant les... journalistes).

La grande défaite, mais qui se partagent tous les membres de la même filière, est de ne pas avoir réussi à enrayer la baisse d'intérêt tendancielle des journalistes, hors d'Harmattan et des opérations coup de poing au Sahel et en RCI. On aura tout essayé : en envoyer à l'**IHEDN**, subventionner avec des milliers d'euros l'association des journalistes de défense (**AJD**) et même héberger une boîte aux lettres à la DICOD...

Les journalistes viennent d'ailleurs plus facilement écouter la communication opérationnelle. Et même s'ils en rigolaient encore la semaine dernière, les confrères viennent avidement chercher les éléments d'explications sur les morts français en Afghanistan, sur une placette située au bout du ministère, le nom du porte-parole de l'EMA est connu, mais pas celui du ministère.

Pour se faire un nom à la Défense, Gérard Gachet a plusieurs solutions. Créer le buzz, en choisissant par exemple de faire des phrases sans sigles, ce qui le rendrait vite populaire chez les journalistes de passage. Ou, écoutant les bruits de courtoise évoquant un énième audit, en prenant

les devants, en sortant sa serpe, et en en devançant les conclusions évidentes : trop de monde, trop de publications, trop de doublons.

(1) dont les effectifs totaux avoisinent peu ou prou ceux des trois armées et de la DGA.

(2) aujourd'hui dircab du ministre.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [1/04/2012 06:02:00 PM](#)

## Un nouveau préfet maritime pour l'Atlantique (actualisé)



**Le VAE Jean-Pierre Labonne**  
crédits : MARINE NATIONALE

02/01/2012

Le vice-amiral d'escadre Jean-Pierre Labonne a pris le 21 décembre les fonctions de commandant de la zone maritime Atlantique, commandant de la région maritime Atlantique, commandant de l'arrondissement maritime de Brest et officier général chargé de la zone de soutien de Brest-Lorient. Il remplace, à ce poste, le vice-amiral d'escadre Anne-François Bourdoncle de Saint-Salvy, qui achève ainsi sa carrière au sein de la Marine nationale. La cérémonie de prise de fonctions du nouveau « premar » s'est déroulée dans la cour d'honneur de la préfecture maritime de Brest. Elle était présidée par l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine, en présence notamment de Jean-François Talleg, secrétaire général de la mer.



Jean-François Tallec, l'amiral Rogel et le VAE Labonne (© : MARINE NATIONALE)

L'amiral Labonne, nouveau préfet maritime de l'Atlantique, attaque sa mission avec appétit, humilité et, dit-il, «le bon sens marin». Action de l'État en mer, action militaire: à Brest, l'homme multi-missions ne débarque pas en terres inconnues. L'homme est Berrichon. Mais de coeur, il est Breton. Sa carrière de marin l'a sans cesse ramené à Brest. Gamin, Jean-Pierre Labonne a grandi à La Rochelle (Charente-Maritime). Il a 15-16 ans, confie-t-il, quand il décide: «Je veux être marin! Marin militaire». Mais quand il entre à l'École navale, c'est l'air qui l'attire. Il a envie d'être pilote mais pas pilote de chasse. Il aime les hélicoptères, les multi-moteurs, la technicité. Les responsabilités. Il sera ainsi très jeune, à la tête d'un petit équipage.

### «Marin volant»

Jean-Pierre Labonne sera ainsi «marin volant» pendant 10 ans. Il a 4500 heures de vol au compteur, «ce qui n'est pas énorme», souligne-t-il. Pilote de patrouille maritime, il a eu, dit-il, «la chance de participer à de nombreux détachements en Afrique, notamment au Tchad». Il n'a rien oublié de toutes ces missions, de ces tensions. Il n'a pas oublié, non plus, ce petit bateau recherché pendant des heures dans la baie de Saint-Brieuc. «Par chance ou par hasard, on le repère. Dans la tempête, il avait tout simplement cassé toutes ses antennes. Il n'avait rien! Mais tout allait bien», raconte-t-il avec un large sourire. Il y a aussi la frustration des missions de sauvetage parfois infructueuses... Jean-Pierre Labonne a également été «élevé au son du bagad», à Lann-Bihoué, où l'expert du Breguet Atlantic va commander la 23F. Mais le marin volant a également été marin... sur mer. Le «marin marin» a commandé le bâtiment de commandement et de ravitaillement Somme, lorsque celui-ci servait de base mobile à l'amiral commandant les forces navales de l'océan Indien. Les courants le ramènent à Brest où il devient pacha, de 2002 à 2004, de la frégate anti-sous-marin Primauguet. Dans les airs, sur la mer, il apprend le métier. Ou plus justement «des dizaines de métiers». L'air, la mer, la terre aussi. Le «marin terrien» va ainsi oeuvrer dans plusieurs états-majors, à Brest encore, à Toulon, à Paris aussi, rue Royale. Il va faire escale à Matignon avec une casquette d'adjoint marine, au sein du cabinet militaire du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, puis de Dominique de Villepin. Il découvre le monde politique. «C'est une remise en cause totale, dit-il. Les galons n'existent plus. Il faut faire ses preuves». Il va les faire. Il s'occupe de la chose militaire mais aussi de l'action de l'État en mer, ce qui le mène de façon naturelle au Secrétariat général de la mer. À Brest encore, il occupe les fonctions d'adjoint organique de l'amiral commandant la force d'action navale, entre 2008 et septembre 2011. Autre épisode marquant: l'amiral Labonne, avec son homologue britannique, a piloté la mise en place d'«Atalante», l'opération navale européenne de la lutte contre la piraterie, au large de la Somalie. Aujourd'hui, il n'a pas changé. «J'ai le poids des étoiles mais l'enthousiasme d'un gamin de 20ans», assure-t-il en riant. Le 89e préfet maritime à Brest

depuis 1800 entre «avec un sentiment de joie» dans son nouveau bureau pour une nouvelle mission. Il va prendre en main «les problèmes un par un, avec le bon sens marin».

### **Nombreuses priorités**

Les priorités : le sauvetage en mer et son côté «urgentiste». Sur l'établi aussi, des chantiers à continuer dans les domaines des énergies marines renouvelables, notamment. Ajoutez à cela le volet militaire, les 22.500 personnes dont il a la charge, les bâtiments qui doivent être toujours prêts pour une marine présente sur tous les fronts... Un Pacha de l'Atlantique, tout comme ses troupes, ne dort jamais tout à fait bien. Sur «ses terres», du Mont Saint-Michel à Bayonne, tout peut arriver mais on se sait jamais quand. Dans quinze jours, dans deux heures... Son oxygène, il ira le chercher, quand il le pourra, avec les siens, dans sa petite maison près de Roscoff.

## **Afghanistan: la France maintient sa présence militaire après 2014**

*Dossier: Situation en Afghanistan*



Afghanistan: la France maintient sa présence militaire après 2014

**DOUCHANBE, 1er janvier - RIA Novosti** 17:03 01/01/2012

La France maintiendra sa présence militaire en Afghanistan après 2014, date fixée par le calendrier de l'Otan pour le retrait total des forces combattantes de la coalition, a annoncé dimanche aux journalistes le ministre français de la Défense Gérard Longuet.

"La France maintiendra sa présence militaire après le retrait des forces de la coalition en 2014", a déclaré M. Longuet au terme d'une rencontre avec son homologue tadjik, Cherali Khaïroullaïev.

Selon lui, la France coopérera avec l'Afghanistan dans le domaine culturel et avec le Tadjikistan dans le domaine de la sécurité.

100 militaires français sont déployés dans l'aéroport de Douchanbe, capitale du Tadjikistan. Des avions français y atterrissent pour le ravitaillement.

# Vigilance totale au Sud-Liban

Frédéric Pons dans le [Monde](#)

**Premières répliques de la crise syrienne chez son voisin libanais. Le terrorisme cible les casques bleus français. Entretien avec leur chef, qui a pris des "mesures renforcées".**

L'attaque du 9 décembre contre un véhicule français de la Finul dans la région de Tyr (cinq soldats blessés par l'explosion d'un engin explosif improvisé, IED) est le troisième attentat contre les casques bleus depuis le début de l'année, ce qui semble indiquer une tentative de "déstabilisation" de la force multinationale (12 100 hommes). L'aggravation de la crise syrienne accroît l'inquiétude, tant le régime Assad a d'amis au Liban, à commencer par le Hezbollah chiite, son « bras armé » (selon Alain Juppé).



Deuxième contributeur de cette force, la France semble directement visée. Alain Juppé a d'ailleurs mis explicitement en cause le régime syrien : « Nous avons de fortes raisons de penser que cet attentat vient de là. » Damas a démenti : « Les déclarations de M. Juppé et d'autres sont faites dans le cadre des accusations françaises préméditées pour falsifier les réalités concernant la Syrie. » Chef d'état-major de la Finul depuis juillet dernier, le général Olivier Pougin de la Maison-Neuve, 54 ans, porte la lourde responsabilité des 1 300 militaires français engagés. Saint-cyrien, cavalier émérite (il fut capitaine écuyer au Cadre noir de Saumur), ancien chef de corps du 6e-12e régiment de cuirassiers à Olivet, le général (joint au Sud-Liban) a bien voulu répondre à nos questions.

**Cet attentat marque-t-il une dégradation de la sécurité de la Finul ?** Il faut distinguer les tensions au sein de l'aire d'opérations, qui sont liées au Liban et à Israël, et la menace terroriste qui pèse dans quasiment le monde entier, y compris en France, et se nourrit de tous les conflits en cours. Dans notre aire d'opérations, il n'y a absolument aucune aggravation des tensions. Au contraire, le Liban et Israël font montre d'une très grande retenue et sont pleinement engagés pour éviter tout incident qui pourrait dégénérer. À l'inverse, le risque terroriste existe dans et en dehors de l'aire d'opérations. Il est pris en compte par la Finul et l'armée libanaise qui se mobilisent très fortement sur le sujet, sachant qu'il est difficile, voire quasiment impossible, de prévenir 100 % des attaques. Celle du 9 décembre est à ranger dans cette catégorie.

**Les Français sont-ils visés ?** Il est difficile de dire si le contingent français était plus particulièrement visé. Toutes les hypothèses restent ouvertes. Deux enquêtes, libanaise et française, sont en cours, comme cela est le cas en de telles occasions. Nos soldats sont des professionnels, formés et entraînés. Ils sont pleinement conscients et assument les risques associés aux opérations. Je tiens à apporter mon soutien aux familles et aux soldats blessés.

**Sait-on qui a commis un tel acte ?** Non, une enquête est en cours.

**Redoutez-vous cette montée de tension ?** L'environnement régional est complexe. Nous sommes extrêmement vigilants et respectons des règles de sécurité strictes, sans paranoïa, mais sans sous-estimer la menace terroriste qui n'est pas nouvelle. Nous évaluons en permanence la situation et adaptons régulièrement notre dispositif pour parer à toute menace.

**Les missions vont-elles être revues à la baisse ?** La Finul a un mandat qu'elle exécute, en adaptant sa posture au niveau du risque. Nous avons mis en œuvre des mesures renforcées pour assurer la sécurité de nos soldats, mais sans pour autant stopper la mission et donc les risques encourus.

**Nos casques bleus ne sont-ils pas trop vulnérables ?** La Finul a pris des mesures de sécurité et de précaution que nous ne communiquons pas pour des raisons de sécurité. Le contingent français, comme les autres, est sensibilisé au danger IED. Mais l'objectif des soldats français reste le même : aider les forces armées libanaises à atteindre leur pleine capacité opérationnelle au

Sud- Liban, conformément à la résolution 1701. En l'état actuel des choses, ce processus est en cours.

**Va-t-on vers un allègement du dispositif français ?** L'Onu conduit actuellement une revue stratégique dont les résultats seront examinés avec soin. *Propos recueillis par Frédéric Pons*  
Photo © Armée de terre

## Le Drian : "Il serait dommage que la défense fasse l'objet de polémiques"

Le Point.fr - Publié le 31/12/2011 à 18:16 - Modifié le 31/12/2011 à 18:17

Conseiller de François Hollande pour la défense, Jean-Yves Le Drian précise les intentions du candidat socialiste dans le domaine stratégique.



Le président du conseil général de Bretagne Jean-Yves Le Drian conseille le candidat socialiste en matière de défense. © Joel Le Gall / PhotoPQR/Ouest france

Président du conseil régional de Bretagne, ancien membre de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale et ancien rapporteur du budget de la Défense à la commission des Finances, Jean-Yves Le Drian est chargé des affaires de défense auprès du candidat socialiste François Hollande. Lors de la formation du premier gouvernement Fillon, en 2007, il avait été pressenti par Nicolas Sarkozy pour devenir ministre de la Défense. Après son refus, le poste avait été offert au centriste Hervé Morin. Jean-Yves Le Drian anime aujourd'hui le groupe d'une quarantaine d'experts civils et militaires qui travaillent pour le candidat socialiste sur ces sujets. Dans l'interview qu'il nous a accordée, il revient sur les récentes annonces concernant l'industrie de défense, et sur les intentions de François Hollande dans le domaine stratégique. Et révèle que le candidat socialiste souhaite se rendre prochainement sur la base des sous-marins nucléaires de l'île Longue (Finistère). Là même où le président de la République doit présenter, le mardi 3 janvier, ses vœux aux armées.

**Le Point : Dans l'industrie de défense, la fin de l'année 2011 a été marquée par la montée au capital de DCNS de Thales, un rapprochement de ce groupe avec Nexter dans les munitions et la naissance d'une société commune avec Safran dans l'optronique. Que faut-il penser de ces évolutions ?**

**Jean-Yves Le Drian :** Nous assistons effectivement à une restructuration soudaine des industries de défense, alors que depuis 2002, bien peu de choses avaient bougé. Si ce n'est bien sûr la

création de Safran et la montée de Dassault comme actionnaire de référence de Thales. Une restructuration est souhaitable. En effet, en matière de défense, seules comptent les nations disposant de capacités technologiques et industrielles capables de produire les armements et les systèmes associés conditionnant les performances de leurs forces armées qui elles-mêmes garantissent l'autonomie de décision et d'action de l'autorité politique. Encore faut-il que cette industrie de défense soit structurée de telle sorte qu'elle produise cette dynamique de recherche et d'innovation qui lui est nécessaire pour elle-même ainsi que pour l'industrie civile. La réduction des budgets militaires en Europe, voire aux États-Unis, aurait nécessité bien plus tôt la mise en oeuvre d'une politique industrielle de défense novatrice dans notre pays. Celle-ci n'a pas été conduite. Sans doute avons-nous perdu beaucoup de temps depuis plusieurs années. Notre industrie de défense possède des atouts pour parler fort en Europe, à condition de ne pas les enfermer dans une vision trop nationalo-restrictive de nos intérêts. Les mouvements autour de Thales pourraient constituer une perspective, sous réserve que la stratégie industrielle ne passe au second plan, derrière un Meccano financier.

### **Quel dessein discernez-vous dans une telle opération ?**

Tout se déroule comme si une nouvelle politique industrielle de défense française s'élaborait autour de deux pôles. L'un autour d'EADS, l'autre autour de Thales qui pourrait regrouper DCNS et Nexter avec une présence significative de Dassault. S'il s'agissait par exemple de donner plus de force à DCNS, davantage de visibilité internationale, pourquoi pas ? Il serait en revanche très regrettable de capter les atouts de DCNS, notamment financiers, à d'autres fins que le développement d'une politique qui a commencé à porter ses fruits en faisant émerger un grand systémier naval. La difficulté que je discerne vient notamment du fait qu'aucun politique n'a à ce jour dévoilé précisément les rôles respectifs que le gouvernement entend faire jouer à l'un et l'autre pôle.

### **Mais le rapprochement Thales/DCNS n'est-il pas judicieux, justement pour associer les compétences de ces deux industriels en matière de systèmes de combat naval ?**

Vous faites de ces évolutions une lecture optimiste. Je me réjouirais si elle s'avérait judicieuse. Mais il serait fort dommage d'isoler ces capacités informatiques très spécifiques et de les séparer de l'activité de construction des coques. Dans ce cas, les efforts engagés depuis des années seraient gravement remis en cause.

### **Dans l'hypothèse où François Hollande remporterait la présidentielle, accorderait-il de l'importance à une restructuration de l'industrie de défense européenne ?**

Notre candidat n'ignore pas les atouts de notre industrie de défense, instrument précieux de notre présence en Europe à l'heure de la réduction des budgets. Elle participe aussi à l'effort de réindustrialisation que permettent les technologies duales à haute valeur ajoutée.

### **La France exporte des armements navals, mais pas d'avions de combat, à moins que l'Inde choisisse le Rafale. Que faudrait-il changer pour que ça marche mieux ?**

Je regrette pour ma part les échecs du Rafale, avion de grande qualité. Mais il ne sert à rien de se lamenter. Toutefois, il me paraît nécessaire de s'intéresser objectivement sur les raisons de cette impuissance à l'exportation. Une chose est sûre : la dimension européenne d'un futur modèle d'avion de combat sera une condition *sine qua non* de sa réussite.

### **Il paraît probable que le prochain président de la République, qui sera confronté à de sérieuses difficultés budgétaires, sera tenté de réduire le budget de la défense. Est-il temps d'avoir un avis sur cette question ?**

Ces choix appartiennent au président de la République, chef des Armées. À ma connaissance, François Hollande prononcera un discours sur ces questions dans quelques semaines. Il ne m'appartient pas de m'exprimer à sa place. Mais je suis absolument convaincu que dans son esprit le budget de la défense ne peut être considéré comme une variable d'ajustement. Ne serait-

ce qu'en raison des enjeux industriels qu'il induit. Si François Hollande était élu, un nouveau livre blanc serait initié sans délai. C'est indispensable en raison des nouvelles potentialités conflictuelles internationales, du retrait progressif des Américains de l'Europe et de son environnement géographique et des initiatives à prendre au niveau européen. Une loi de programmation militaire devra suivre immédiatement ce livre blanc.

### **L'Europe de la défense n'est-elle pas trop mal en point pour être sauvée ?**

Le traité de Lancaster House présente des perspectives pertinentes, bien que les pointillés soient nombreux. Mais il ne concerne que la France et le Royaume-Uni et il n'est pas envisageable d'en rester là. Le futur président de la République devra prendre des initiatives en ce sens. En particulier en direction de l'Allemagne, mais aussi, pourquoi pas, de la Pologne, de l'Espagne et de l'Italie.

### **Plusieurs milliers de soldats français sont actuellement en opération à l'étranger. Avez-vous un message à leur faire passer en cette période de vœux ?**

Je veux d'abord leur témoigner de la reconnaissance et de la considération de la Nation, rendre hommage à ceux qui ont payé de leur vie leur engagement au service de la France, y compris tout récemment en Afghanistan. François Hollande connaît bien les personnels des forces armées. Il est conscient que la place des militaires dans la Nation n'est pas suffisamment reconnue et il compte agir pour que cela change.

### **On perçoit une volonté du Parti socialiste et du candidat de ne pas polémiquer ou lancer des campagnes d'opinion sur les affaires militaires...**

Il n'y a pas de divergence sur les fondamentaux : l'essentiel, c'est la sécurité de notre pays et la paix dans le monde. Dans cette période d'incertitude, il serait dommage que la défense fasse l'objet de polémiques. L'essentiel, ce sont la sécurité de notre pays et la paix dans le monde. Les initiatives en ce sens peuvent être largement partagées. Par ailleurs, François Hollande vient d'afficher son attachement à la politique de dissuasion qu'il entend poursuivre s'il est élu. Il souhaite à cet égard se rendre prochainement à l'île Longue pour en témoigner.

## **Le maire de Paris critique le « Pentagone » de Balard**



*« Je vous le dis clairement, nos discussions avec l'Etat ne sont pas dans le climat loyal et constructif qui devrait exister », a lancé le maire de Paris, Bertrand Delanoë, lors de **ses vœux au Conseil de Paris**.*

Le désaccord avec l'Etat concernant la construction du futur ministère de la Défense à Balard porte sur la possibilité pour la ville de construire 500 logements dans le XVème. La ville réclame que soit intégrée au projet du « Pentagone » la construction d'un garage à bus, afin de libérer l'espace actuellement occupé par un garage RATP rue de la Croix Nivert. La ville récupérerait ce site pour y construire un demi-millier de logements. *« Il n'y aura pas de Pentagone, je m'y opposerai de toutes mes forces, s'il n'y a pas notamment ces 500 logements, ce serait un crime pour Paris que de faire ce ministère de la Défense en sacrifiant 500 logements aussi indispensables à Paris et au XV<sup>e</sup> arrondissement », a tonné le maire de la capitale.*

Cette affaire de logement tient particulièrement à coeur Anne Hidalgo, première adjointe, chargée

de l'urbanisme et élue du XVème. L'affaire est d'autant plus complexe qu'elle se joue à trois : la Défense, la Mairie et la RATP. Or, celle-ci ne semble pas très pressée d'avoir un nouveau garage de bus à Balard. Comme nous **l'expliquions ici en octobre**, une « *déclaration de projet* » du préfet de Paris - qui devrait être prise rapidement - s'imposera aux parties. A moins que l'affaire ne prenne un tour plus politique à la veille de la présidentielle.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 5 Janvier 2012 à 18:56

**Rapport parlementaire d'étape.** Les députés Cazeneuve et Cornut-Gentille ont d'ailleurs des doutes sur le calendrier auquel s'accroche le ministère de la Défense. Les deux élus présenteront le mercredi 25 janvier, à 10h, leur 3e rapport d'étape de la mission de suivi sur la réforme du ministère de la Défense. Un rapport avec "un gros prisme" sur le dossier du "Pentagone" français dont ils ont enfin pu analyser les données budgétaires et les études préalables au lancement du PPP...

## Le général danois Knud Bartels a pris ses fonctions de président du Comité militaire de l'Otan



3 janvier 2012 – 17:57

Désigné en septembre dernier pour succéder, à partir de juin 2012, à l'amiral italien Giampaolo Di Paola, le général Knud Bartels, qui était auparavant le chef d'état-major de l'armée danoise, a pris ses fonctions de président du Comité militaire de l'Otan plus tôt que prévu.

En effet, l'amiral Di Paola étant entré au gouvernement de son pays, dirigé par Mario Monti, en novembre dernier, la question se posait de savoir si le numéro deux du comité militaire, le général américain Walter Gaskin, allait assurer l'intérim jusqu'à l'été prochain. Mais finalement, il n'en a rien été.

Bientôt âgé de 60 ans (il les aura en avril), le général Bartels connaît bien la France étant donné qu'il a fréquenté l'Ecole de Guerre Supérieure de Paris, entre 1984 et 1986. Il est par ailleurs chevalier de la Légion d'honneur et titulaire de l'Ordre national du mérite.

Plus haute autorité militaire de l'Otan, le Comité militaire est composé par les chefs d'état-major des pays membres, lesquels se réunissent trois fois par an. Son rôle est de donner des avis au Conseil de l'Atlantique nord.

Elu par les chefs d'état-major pour un mandat de 3 ans, le président du Comité militaire est chargé de trouver le consensus entre les différents points de vue exprimés et conseiller le Secrétaire général de l'Otan, qui est actuellement l'ancien Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, ainsi que le Conseil de l'Atlantique Nord et les autres instances de l'Otan.

Par ailleurs, le général belge Eddy Staes, 52 ans, a été nommé « coordinateur de la NRF (Nato Response Force) », commandée par le lieutenant-général néerlandais Jouke Eikelboom, et dont le l'état-major est implanté à Brunssum, aux Pays-Bas. Cet officier sera chargé « de la

coordination générale et de la synchronisation de toutes les activités liées à la préparation de la NRF ».

# Le président Obama a fixé les priorités de l'armée américaine pour les 10 prochaines années

6 janvier 2012 – 13:05

Avec 487 milliards d'économies à réaliser au cours des dix prochaines années, auxquelles s'ajouteront, peut-être, 600 autres milliards de coupes automatiques si aucun accord n'est trouvé au Congrès pour réduire les dépenses publiques américaines, le Pentagone doit revoir ses priorités.

Et le président Obama les a détaillées, le 5 janvier, sans pour autant avoir donné de chiffres concernant le nouveau format qu'auront les forces américaines. « Oui, notre armée sera amaigrie, mais le monde entier doit le savoir : les États-Unis vont maintenir leur supériorité militaire avec des forces armées qui seront agiles, flexibles et prêtes à réagir à l'ensemble des circonstances et des menaces » a-t-il déclaré.

Ainsi, les forces terrestres américaines devraient faire les frais de la rigueur budgétaire annoncée, étant donné que le conflit irakien est terminé pour Washington et que la transition est amorcée en Afghanistan. Il ne s'agira plus, à l'avenir, de mener des guerres de contre-insurrection, à la fois coûteuse humainement et financièrement, comme cela a été le cas depuis le début des années 2000. Selon des chiffres qui circulent, il serait question de faire passer les effectifs de l'US Army de 570.000 à 490.000 hommes et de diminuer ceux du Corps des Marines de 15.000 à 20.000.

L'US Navy et l'US Air Force, jugées plus à même de répondre aux menaces éventuelles représentées par la Chine et l'Iran, devraient être préservées. Pour l'aviation américaine, qui a été mise à rude épreuve au cours des dix dernières années (Kosovo, Afghanistan, Irak), sans pour autant renouveler son potentiel, c'est plutôt une bonne nouvelle, même si le programme F-35 Joint Strike Fighter devra toutefois être étalé, étant qu'il est question de reporter la livraison de 120 appareils après 2017. Par ailleurs, l'effort sera maintenu en matière de cyberdéfense et de renseignement, notamment d'origine spatiale.

Cette évolution marque la fin du concept « win-win », qui garantissait à l'armée américaine de disposer de la capacité de livrer et de gagner deux conflits simultanément. Désormais, l'on parle de concept « win-spoil », qui consiste à mener une guerre sur un premier front et de contenir un adversaire potentiel sur un second.

Concrètement, l'armée américaine devra être en mesure de dissuader et de vaincre un éventuel agresseur, de disposer d'une capacité de projection de puissance susceptible de contourner les stratégies d'interdiction d'accès, opérer dans le cyber-espace, maintenir la dissuasion nucléaire – le format des forces stratégiques pourrait être revu à la baisse – et mener des opérations intérieures au profit des autorités civiles, de stabilisation et de contre-insurrection sur un délai court et humanitaires.

Comme l'on pouvait s'y attendre, la région Asie-Pacifique sera une priorité pour l'armée américaine, de même que le Moyen Orient. En revanche, des réductions d'effectifs sont envisagées en Europe. Pour autant, le président Obama a promis que Washington continuerait « d'investir dans de très importants partenariats et alliances, dont l'Otan, qui a une fois de plus démontre (son efficacité) récemment en Libye ».

Cela étant, Barack Obama a fait valoir que « le budget de la Défense restera plus important que ce qu'il était à la fin de l'administration Bush ». « Certains diront que les réductions sont trop importantes, d'autres qu'elles sont trop faibles », a-t-il souligné. Et comme les Etats-Unis sont entrés en campagne électorale, les critiques à l'égard du locataire de la Maison Blanche ne manqueront pas.

« Le président a été clair, et j'ai été clair sur le fait que les économies que nous devons trouver soient décidées en fonction de la stratégie et d'une analyse rigoureuse et non pas des seuls chiffres », a déclaré, aux cotés de Barack Obama, Leon Panetta, le secrétaire à la Défense, lors d'une conférence de presse, afin de déminer le terrain.

Et si le républicain John McCain, qui est membre du comité des forces armées au Sénat, a fait savoir qu'il étudierait soigneusement les mesures avancées par le président Obama avant de porter un jugement, un autre membre de sa famille politique, le représentant Buck McKeon, a pris moins de précaution.

« Une stratégie honnête et valable pour la défense nationale ne peut pas être fondée en supposant que nous devons faire plus avec moins, ou même moins avec moins » a ainsi déclaré le président du comité des forces armées à la Chambre des représentants, pour qui il faut adapter les ressources aux menaces et non l'inverse.

Quoi qu'il en soit, même avec des réductions de crédits d'au minimum 487 milliards de dollars pour les dix ans qui viennent, le budget du Pentagone restera supérieur au total de ceux des 10 pays qui consacrent le plus de moyens à leur défense derrière les Etats-Unis.

## USA : Une armée allégée mais une marine préservée



crédits : US NAVY

06/01/2012

Le président américain a dévoilé hier sa nouvelle doctrine concernant les forces armées des Etats-Unis. Barack Obama a confirmé que l'armée de Terre serait « allégée » avec « moins de forces conventionnelles terrestres ». Ainsi, les effectifs devraient être réduits à 490.000 hommes

au cours de la décennie. En revanche, le président américain semble vouloir préserver l'US Navy et l'US Air Force, qui pourraient donc être moins touchées que l'US Army en matière de réductions budgétaires (le Pentagone doit réduire ses dépenses de près de 500 milliards de dollars en 10 ans). Malgré tout, Barack Obama a assuré que les Etats-Unis allaient « maintenir leur supériorité militaire avec des forces armées qui seront agiles, flexibles et prêtes à réagir », rappelant que même en prenant en compte les restrictions budgétaires, les sommes allouées aux forces américaines seraient supérieures aux dépenses militaires cumulées des 10 puissances suivantes. Les investissements devraient être accentués dans plusieurs domaines, dont l'espionnage et la guerre informatique.

Tout en se disant vigilant, « en particulier au Moyen-Orient » où le ton monte avec l'Iran, le chef de la Maison Blanche a, par ailleurs, confirmé un repositionnement stratégique vers la région Asie-Pacifique. Les Etats-Unis vont, ainsi, renforcer leurs moyens militaires dans cette zone, considérée comme « cruciale », où la marine tient un rôle majeur, notamment avec ses porte-avions et sous-marins.

## Pour le ministre britannique de la Défense, la Russie reste une menace potentielle

6 janvier 2012 – 15:38

Le président Obama a ainsi clairement annoncé la couleur : pour les 10 prochaines années, la priorité des Etats-Unis sera la région Asie-Pacifique et non plus l'Europe. Invité [à s'exprimer le 5 janvier devant l'Atlantic Council](#), le ministre britannique de la Défense, Philip Hammond, a estimé que le Vieux Continent n'était pas pour autant à l'abri de tensions potentielles. Et de citer la Russie comme possible fauteur de trouble.

« Si les Etats-Unis vont davantage porter leur attention sur la région Asie-Pacifique, comment sera assurée la sécurité de l'arrière-cour? » s'est-il demandé. « Comment s'assurer que la Russie est enfermée dans un système de gouvernance mondiale et de collaboration, ce qui signifie que nous pouvons coexister pacifiquement et résoudre nos différends par le biais de structure qui ne génèrent pas de conflit? » a-t-il poursuivi.

« Je ne suis pas sûr que nous avons une réponse à cette question encore » a-t-il conclu. Et d'ajouter : « Cela va être l'un des grands défis : comment cette relation sera gérée à l'avenir? » Car pour le ministre britannique, l'on ne « pas oublier que bien que la menace soviétique ait disparu, la Russie, en tant que nation, existe encore. Et qu'elle est un acteur mondial important aux intentions qui « ne sont pas entièrement claires ou prévisibles à ce stade ».

Plusieurs éléments peuvent expliquer l'inquiétude exprimée par Philip Hammond. Tout d'abord, la crainte qu'inspire la Russie aux Etats baltes. En septembre dernier, le chef d'état-major des armées estonien [s'est dit préoccupé par la montée en puissance de l'armée russe](#) dans la région. Et d'ailleurs, l'Otan [dispose de plans de défense](#) (appelés Aigle Gardien) pour les protéger d'une éventuelle agression.

En guise d'autres exemples, l'on pourrait citer le retrait russe du traité FCE, la rhétorique utilisée récemment par le président russe, Dmitri Medvedev, et par son Premier ministre, Vladimir Poutine, laquelle évoque ouvertement la reprise de la course aux armements si Moscou n'obtient pas satisfaction au sujet du bouclier antimissile souhaité par l'Otan ou encore la menace de déployer des missiles Iskander dans la région de Kaliningrad. Et à cela, l'on pourrait aussi ajouter les tensions qui ne manqueront pas de survenir quand il faudra exploiter les richesses minières de l'Arctique...

Voilà pourquoi la Russie pose peut-être, pour le ministre britannique de la Défense, « le défi stratégique le plus important » pour l'Europe. Reste à voir si cette analyse sera partagée le Secrétariat général de la Défense et de la sécurité nationale (SGDSN), qui doit publier prochainement un document portant sur l'évolution du contexte stratégique afin de réviser le Livre blanc de 2008.

## Les écoles d'officiers sont-elles de bonnes écoles d'ingénieurs ?

*Le classement de l'Express/L'Etudiant*



**L'Express** de cette semaine publie son palmarès des écoles d'ingénieurs, réalisé avec le magazine l'Etudiant. Sur les 94 écoles auxquelles on accède après des classes préparatoires (bac + 2), les trois grandes écoles d'officiers se classent dans le groupe B (1). L'Ecole navale est à la 26<sup>ème</sup> place, l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr Coetquidan (concours scientifique) à la 39<sup>ème</sup> et l'Ecole de l'Air à la 43<sup>ème</sup>. On sait que parallèlement à une formation d'officiers, ces écoles délivrent un diplôme d'ingénieur.

Les trois écoles obtiennent de faibles notes pour l'ouverture internationale - qui tient en partie à leur nature militaire. Seule Navale obtient une évaluation très positive pour sa "proximité avec les entreprises".

Comme toujours, c'est évidemment l'Ecole Polytechnique qui arrive en tête du classement des écoles d'ingénieurs. Ecole à statut militaire, dépendant du ministère de la Défense, il est de plus en plus difficile de la considérer comme une école d'officiers. Seule une poignée d'élèves (moins de dix) opte chaque année pour une carrière dans les armées et moins d'une vingtaine deviennent ingénieurs de l'armement à la DGA.

(1) Il y a A+, A, B, C et D.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 4 Janvier 2012 à 16:38

## Mémorial pour les soldats morts ou blessés pour l'OTAN : une première européenne

mardi 27.12.2011, 05:07 - La Voix du Nord

**Le 25 février 2012, sera inauguré à Fréthun le premier mémorial européen honorant la mémoire des soldats morts ...**

ou blessés lors d'opérations de l'OTAN. C'est grâce à une initiative privée de deux associations que ce projet a pu voir le jour. À une époque où les guerres se multiplient dans le monde,

fragilisant de plus en plus la paix, les missions de l'OTAN sont d'autant plus primordiales. Même si leurs représentants sont devenus de plus en plus des cibles.

**Devoir de mémoire.-** A ce jour rien que pour l'opération de l'OTAN en Afghanistan, pour les contingents des vingt-huit pays membres et vingt et un pays associés, on déplore le décès de plus de 2 300 soldats dont 76 Français. L'AECOPSD et CNAMFSA, deux associations composées de militaires européens, ont souhaité ériger un monument pour honorer la mémoire de leurs collègues. Ce mémorial répondra au devoir de mémoire tout en le faisant évoluer dans le cadre d'une meilleure collaboration internationale.

**Emplacement stratégique.-** Si ce mémorial a trouvé sa place dans le Nord de la France, c'est parce qu'il se situe au carrefour de l'Europe et de la majorité des pays fondateurs d'Europe de l'OTAN. Le choix de Fréthun est dû à sa gare TGV internationale mais également à sa proximité de l'aéroport de Marck et du port de Calais. •

## 78 militaires français sont morts en Afghanistan

Le Point.fr - Publié le 29/12/2011 à 16:00 - Modifié le 30/12/2011 à 13:07

2011 a été l'année la plus meurtrière pour les troupes françaises engagées dans le conflit afghan depuis 2001.



Dernier hommage rendu aux Invalides aux sept soldats tués en Afghanistan en juillet dernier. © Philippe Wojazer / Reuters

La mort de deux légionnaires ce jeudi en Afghanistan porte à 26 le nombre de soldats français tués dans ce pays pour la seule année 2011. Celle-ci se révèle la plus meurtrière pour nos troupes depuis que les premiers soldats français ont mis le pied dans ce pays, en décembre 2001. La situation a clairement empiré depuis 2008, année durant laquelle 11 soldats ont trouvé la mort, dont 10 dans la seule embuscade d'Uzbin. Cet événement était le plus meurtrier subi par l'armée française depuis les 58 morts de l'attentat contre l'immeuble Drakkar, à Beyrouth, en 1983. En 2010, 16 soldats sont morts sur le sol afghan. 563 soldats de la coalition ont été tués en Afghanistan pour la seule année 2011. Le 28 décembre, trois soldats de l'Isaf ont été tués par une

bombe improvisée dans l'est du pays. Les deux décès subis par l'armée française ce matin avaient été précédés de ceux de dix policiers afghans tués dans le Helmand par une bombe artisanale posée par les insurgés.

Comme c'est l'usage, le décès des deux soldats français a été annoncé par un communiqué de la présidence de la République, mais les précisions sont à lire sur le [site de l'état-major des armées](#) (EMA). "Alors que la Task Force La Fayette (TFLF) et la 3e brigade afghane étaient engagées dans l'opération Hunting Spear 2 en vallée de Tagab (Kapisa), deux militaires français ont été mortellement touchés par le tir délibéré d'un soldat de l'Armée nationale afghane (Ana)." Les deux sous-officiers (un adjudant et un sergent) légionnaires appartenant au 2e régiment étranger de génie de Saint-Christol (Vaucluse) "étaient déployés au sein du groupe de commandos montagne du Battle Group Tiger. Ils étaient engagés au sein d'un détachement de liaison d'appui et de soutien (DLAS), armé conjointement par des forces françaises et afghanes, dont le rôle est d'appuyer les unités de l'Ana. Hélicoptère pendant la nuit, le DLAS a pris position sur les reliefs surplombant le poste de Jangali, tenu par l'Ana."

Les deux soldats français, qui s'étaient installés dans un poste d'observation, ont été tués par une rafale d'arme automatique d'un de leurs camarades de l'armée afghane occupant le poste voisin, dans une action que l'EMA qualifie de "lâche et choquante", qui ne remet pourtant pas en cause, à ses yeux "le lien de confiance profond et durable qui s'est forgé entre soldats français et afghans qui tous les jours risquent leur vie côte à côte dans l'accomplissement de leur mission". Le soldat agresseur a été tué par les militaires français. Pour le ministre de la Défense Gérard Longuet, "cet incident isolé ne remet en aucun cas en cause le processus de transition initié visant à confier les responsabilités de sécurité à l'Armée nationale afghane".

Alors que la France a entamé son retrait de ce pays, qui sera complet fin 2014 si le calendrier actuel est maintenu, les effectifs sont régulièrement réduits. Un premier départ de 200 soldats a eu lieu début octobre, et un deuxième qui devait intervenir avant le 31 décembre s'est déjà déroulé peu après Noël. 3 600 soldats français sont donc présents en cette fin d'année en Afghanistan. 600 autres devraient partir courant 2012, pour réduire les effectifs déployés à 3 000 dans un an.

Les deux décès de ce matin portant à 78 le bilan des soldats français tués en Afghanistan.

## Décès de deux légionnaires du 2ème Régiment étranger de Génie de Saint Christol, en Afghanistan



C'est avec une très grande tristesse que le Président de la République a appris la mort ce matin en Afghanistan de deux légionnaires du 2ème Régiment étranger de Génie de Saint Christol. Au cours d'une mission d'appui au profit de l'armée nationale afghane (ANA), en vallée de Tagab, ces deux sous-officiers ont été mortellement touchés par le tir délibéré d'un soldat afghan de l'ANA.

Le président de la République présente à leurs familles et à leurs proches ses plus sincères condoléances et s'associe à leur douleur.

Le chef de l'État exprime, à nouveau, la détermination de la France à continuer d'œuvrer au sein de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité pour rétablir paix et stabilité dans ce pays et contribuer à son développement.

## Les deux légionnaires ont été tués par un soldat afghan (actualisé-3)



Deux légionnaires, un adjudant et un sergent du 2ème Régiment étranger de Génie (Saint-Christol, Vaucluse), ont été tués ce matin en Kapisa (Afghanistan) par un soldat de l'armée nationale afghane (ANA). C'est la première fois qu'un militaire afghan, en principe allié, tue des militaires français.

(Les deux sous-officiers appartenaient au Groupe de commandos montagne, le GCM - l'équivalent des GCP pour les troupes de montagne.)

L'attaque s'est déroulée alors que les légionnaires, déployés en appui d'une opération de l'ANA entre les vallées d'Alassaï et de Bedraou, s'installaient à côté d'un poste de combat permanent de l'ANA. Un homme en est sorti, s'est approché des militaires français et a ouvert le feu à bout portant. (Selon des témoignages non confirmés, les deux Légionnaires auraient été tués de dos). Il a été aussitôt "neutralisé", selon l'état-major des armées (EMA).

Selon l'EMA, ces deux nouveaux tués portent à 78 le nombre de militaires français tués en Afghanistan, dont 26 depuis le début de l'année. Avec un tiers des pertes totales, l'année 2011 est bien la plus meurtrière depuis dix ans.

Actualisé : Dans un premier temps, l'Armée de terre - via le sirpa - faisait savoir (comme nous l'écrivions alors) que l'identité de l'un des deux sous-officiers ne serait pas été rendue publique, à la demande de sa famille. Depuis, son régiment (comme on peut le voir sur [le site du 2ème REG](#)), a publié sa photo et des éléments biographiques.

Les deux morts sont donc :

### L'adjudant-chef Mohammed El Gharrafi

Agé de 39 ans, EL Gharrafi avait rejoint la Légion étrangère en décembre 1992. Il aura donc servi la France pendant dix-neuf ans. Après sa formation initiale au 4ème RE, il rejoint le 6ème REG (qui deviendra le 1er REG en 1999) comme sapeur d'assaut. En 1996, il part pour deux ans au 3ème REI en Guyane. Puis il se porte volontaire pour le 2ème REG - alors en cours de création et spécialise dans les formations montagne et commando. Il passe sergent en 1999. Il venait d'être promu adjudant-chef le 1er décembre 2011. Il a servi à de nombreuses reprises à l'étranger (et outre-mer) : Bosnie, Tadjikistan, Guyane, Liban et Djibouti. Il était arrivé en Afghanistan, comme

membre d'une OMLT au sein de l'armée nationale afghane.  
Il était marié et père de quatre enfants.

L'adjudant-chef EL GHARRAFI est détenteur d'une citation du niveau brigade avec attribution de la croix de la valeur militaire, de la médaille d'outre mer avec agrafe « Liban », des médailles commémoratives françaises « Ex-Yougoslavie » et « Afghanistan », de la médaille d'or de la défense nationale avec agrafes « Légion étrangère » et « mission d'assistance extérieure » et du titre de reconnaissance de la nation.

### **Le sergent Damien Zingarelli.**

Agé de 27 ans, originaire du Jura, il s'était engagé - à la suite de son frère Steven (**lire le Progrès**) dans la Légion en 2005. Après sa formation initiale au 4ème RE, il rejoint le 1er REC puis se porte volontaire pour les commandos-montagne et intègre laors le CGM du 2ème REG, début 2008. Il avait participé à une Opex en Cote d'Ivoire. Zingarelli était célibataire.

Le sergent ZINGARELLI était détenteur de la médaille d'outre mer avec agrafe « République de Cote d'Ivoire », de la médaille de bronze de la défense nationale avec agrafes « Légion étrangère » et « mission d'assistance extérieure » et de la médaille commémorative française « Afghanistan »."

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 29 Décembre 2011 à 12:03

## **Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens combattants**

Mise à jour : 29/12/2011 12:10

Ce matin, au cours d'une mission d'appui au profit de l'armée nationale afghane engagée dans une opération de contrôle de zone en vallée de Kapisa, deux sous-officiers du 2<sup>e</sup> régiment étranger de génie de Saint-Christol, ont été mortellement touchés par le tir délibéré d'un soldat afghan présent sur leur position.

Gérard Longuet exprime sa plus vive émotion aux familles et aux proches des défunts et s'associe pleinement à leur douleur. Ses pensées vont également aux compagnons d'armes de ces militaires.

Gérard Longuet condamne cet acte lâche. Il réaffirme les liens de confiance qui existent entre les soldats français et afghans et la volonté de la France de participer au développement de l'armée nationale afghane. Cet incident isolé, ne remet en aucun cas en cause, le processus de transition initié, visant à confier les responsabilités de sécurité à l'armée nationale afghane (ANA).

Le ministre de la Défense et des Anciens combattants réaffirme tout son soutien et sa confiance aux forces françaises engagées sur ce théâtre d'opérations.

Il salue leur courage et leur détermination à poursuivre leur action pour rétablir la paix en Afghanistan.

# Afghanistan: Les talibans revendiquent l'attaque mortelle contre les deux légionnaires français

Créé le 29/12/2011 à 11h59 -- Mis à jour le 30/12/2011 à 08h16



Un légionnaire en Afghanistan JOEL SAGET AFP.COM

## **MONDE - C'est la première fois que l'armée française est victime de l'attaque d'un soldat afghan infiltré...**

L'attaque mortelle [des deux légionnaires français par un soldat de l'armée afghane](#) jeudi dans l'est de l'Afghanistan a été revendiquée par les talibans.

C'est la première fois depuis le début de l'intervention occidentale il y a dix ans que les Français sont victimes de l'attaque d'un soldat afghan infiltré. La fusillade a eu lieu à [Tagab](#), dans l'instable province de Kapisa, située au nord-est de la capitale Kaboul, où sont déployés une partie des quelque 3.700 soldats français servant sous la bannière de l'Otan en Afghanistan.

### **L'assaillant faisait partie d'un «détachement permanent de l'ANA»**

«Au cours d'une mission d'appui au profit de l'armée nationale afghane (ANA) en vallée de Tagab, ces deux sous-officiers ont été mortellement touchés par le tir délibéré d'un soldat afghan de l'ANA», a indiqué la présidence française dans un communiqué. La force de l'Otan en [Afghanistan](#) (Isaf) avait auparavant indiqué qu'un assaillant vêtu d'un uniforme de l'armée afghane avait «retourné son arme contre deux soldats de l'Isaf» et les avait «tués tous les deux», sans préciser leur nationalité.

L'assaillant faisait partie d'un «détachement permanent de l'ANA» posté sur une montagne de Kapisa et qui avait été rejoint par les militaires français à l'occasion d'une opération conjointe d'appui et de soutien. Les soldats français tués sont deux légionnaires du 2e régiment étranger de génie de [Saint-Christol](#) (sud), selon la même source. Ces deux nouvelles victimes portent à 78 le nombre de soldats français tués en [Afghanistan](#) depuis la fin 2001 et à 563 le nombre de soldats de l'Otan morts en 2011, selon un décompte établi par l'AFP à partir du site Internet indépendant icasualties.org.

### «Il a été tué en martyr par les envahisseurs»

L'attaque a été immédiatement revendiquée par les rebelles talibans qui avaient indiqué, avant même l'Elysée, qu'elle avait eu lieu en Kapisa. Les talibans ont affirmé que trois soldats français, et non deux, avaient été tués et que l'assaillant avait été abattu juste après avoir ouvert le feu. Selon un porte-parole des rebelles, Zabihullah Mujahid, l'assaillant, prénommé Ibrahim, «avait rejoint l'armée (afghane) dans ce but et a atteint son objectif». «Il a été tué en martyr par les envahisseurs», a-t-il ajouté.

Plusieurs incidents similaires, meurtriers pour l'Otan, ont eu lieu ces deux dernières années en Afghanistan, alors qu'ils étaient rares auparavant. Si les motivations des meurtriers ne sont pas toujours établies, elles laissent craindre une infiltration croissante des forces afghanes par les rebelles, chassés du pouvoir par les Occidentaux à la fin 2001 et qui mènent depuis une sanglante guérilla contre le gouvernement et ses alliés de l'Otan.

### Une perspective inquiétante

Une perspective inquiétante, les forces afghanes étant censées prendre le relais de celles de l'Otan et sécuriser elles-mêmes le pays à la fin 2014. L'attaque de ce type, la plus meurtrière pour l'Otan, remonte au 27 avril et avait entraîné la mort de huit soldats américains à Kaboul.

Plusieurs récentes opérations de la rébellion ont par ailleurs été menées par des assaillants revêtus d'uniformes de la police ou de l'armée afghane, ou grâce à la complicité de membres des forces de sécurité. Malgré la présence de quelque 130.000 soldats de l'Otan, américains pour plus des deux tiers, les talibans ont étendu leurs actions de guérilla à la quasi-totalité du pays.

Pour tenir l'objectif de 2014, l'Otan a, ces dernières années, recruté et formé à marche forcée des dizaines de milliers de soldats et policiers locaux. Nombre d'experts du pays doutent toutefois de leur capacité à résister à la rébellion ou à éviter une nouvelle guerre civile après 2014. Jeudi également, dix membres de la police locale afghane (ALP), une nouvelle force financée par les Américains pour épauler la police et l'armée afghane dans les villages, ont été tués par l'explosion d'une bombe artisanale dans le sud. © 2011 AFP

## Avec préméditation

Le soldat du **kandak 36** -et non 33 comme je l'ai écrit- de l'ANA qui a tué froidement deux sous-officiers du **2e REG** a vraisemblablement prémédité son coup, même s'il n'avait pas forcément déterminé à l'avance le moment précis où il passerait à l'acte. Le jour même, l'EMA avait évoqué une action "d'opportunité", sans en dire plus. Selon un témoignage, le **DLAS**, qui fortifiait sa position au moment des tirs, avait cheminé, avant, et certains militaires avaient ôté leur gilet pare-balles. C'est peut-être cet élément qui a poussé le tireur à agir à ce moment précis.

C'est aussi le moment où les Français confectionnaient des sacs de sable, donc sans les armes à la main. Ce qui repose la question du caractère obligatoire d'une double dotation, qui avait

pourtant été tranché après Uzbeen : un premier lot de PAMASG1 avait été récupéré de la gendarmerie, et des holsters acquis. Mais cette dotation n'a semble-t-il pas été généralisée. Voilà pour le contexte [dans lequel le tireur a agi](#).

Le soldat avait rejoint l'ANA il y a quatre ans, ce qui ne permet pas de trancher sur son statut d'infiltré, de "retourné" ou de contraint. En Afghanistan comme partout ailleurs dans le monde, il n'est pas très difficile, en contraignant la famille, d'obtenir ce qu'on veut.

En tout état de cause, l'homme avait prévu de mourir, ce jour-là, c'est ce qui permet de qualifier la préméditation. Sous son uniforme, il était vêtu de blanc, et fraîchement rasé.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [1/04/2012 10:33:00 AM](#)

## CEMA : visite aux forces françaises en Afghanistan

Mise à jour : 27/12/2011 13:46

Du 23 au 25 décembre 2011, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA), s'est rendu en Afghanistan pour visiter les forces françaises déployées à Kandahar, à Kaboul, en Kapisa et en Surobi.



Arrivé en fin de journée sur la base aérienne de la Force internationale d'assistance et de sécurité de Kandahar, dans le Sud du pays, l'amiral Guillaud s'est d'abord rendu auprès des aviateurs du détachement air français.

A Kandahar, le CEMA s'est entretenu avec le général américain Dennis, commandant la base de la coalition la plus importante en Afghanistan, ainsi qu'avec le détachement français armé par environ 130 militaires.

Le 24 décembre, l'amiral Guillaud s'est rendu auprès des troupes françaises

déployées en Kapisa et Surobi Nord Est de Kaboul où opère la brigade française La Fayette. Dans un premier temps, il est allé à Tora en Surobi, auprès du bataillon Picardie nouvellement déployé en Afghanistan.

En fin de journée, le CEMA était en Kapisa, à Tagab puis à Nijrab, auprès du bataillon Tiger et de l'état-major de la TF. Il a notamment remis la Légion d'honneur au général afghan Nazar qui commande la 3<sup>e</sup> brigade afghane, partenaire de la brigade La Fayette et au général américain Allyn, commandant le commandement régional Est de la FIAS.

L'amiral Guillaud a ensuite passé le réveillon de Noël auprès des soldats de la brigade La Fayette.

Il a notamment témoigné sa « *fierté* », de commander ceux qui sont aux « *avants postes de notre défense* », sa fierté « *devant [leur] courage et ténacité dans*



*l'action, [leur]professionnalisme et patience dans la coopération [développée] avec les Afghans ».*

Il a souligné les progrès constants et réguliers des forces de sécurité afghanes et en particulier de la 3<sup>ème</sup> brigade de l'armée afghane tant en Surobi qu'en Kapisa. Ainsi, les ANSF sont passées de « 600 en 2009 à 5 000 aujourd'hui dont 3000 soldats afghans ».

Pour les soldats français, la mise en œuvre de la transition avec cette brigade est déjà passée « l'été dernier (...) de la phase « faire à la place » des soldats afghans à la phase « faire avec » ». En effet, forts des progrès accomplis par la 3<sup>e</sup> brigade, les soldats de la brigade La Fayette sont désormais en appui des soldats afghans. Il « faut désormais profiter de l'hiver 2011-2012 pour passer du « faire avec » au faire faire » [pour] « laisser aux Afghans le combat des Afghans pour l'Afghanistan. C'est le sens d'une transition maîtrisée dans la suite logique de notre engagement ».

Le 25 décembre, le CEMA a terminé sa visite d'inspection auprès des hommes du bataillon Mousquetaire basé à Kaboul, mais également auprès des médecins de l'hôpital militaire et des



officiers insérés à l'état-major de l'ISAF.

Enfin, à Kandahar, Tora, Nijrab, Tagab puis Kaboul, l'amiral Guillaud a rendu un hommage appuyé aux « *compagnons d'armes* » tombés en Afghanistan, « *aux blessés qui luttent pour se reconstruire (...) aux familles qui ont perdu un des leurs, celles qui accompagnent leur blessés, celles qui sont seules [en France] et accompagnent l'engagement [des soldats] à servir la France* ».

# Afghanistan : Monseigneur Ravel, évêque aux armées françaises, auprès des forces françaises en Afghanistan pour Noël

Mise à jour : 03/01/2012 18:40

Le 24 et 25 décembre 2011, Monseigneur Ravel, évêque aux armées françaises a effectué une visite pastorale auprès des forces françaises en Afghanistan, à l'occasion des fêtes de Noël.

Après sa visite avec l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) au sein du *Battle group Tiger* sur la base de Tagab, il s'est rendu sur la base de Nijrab pour y dire la messe de Noël, avant d'y réveillonner avec les soldats de la *Task Force La Fayette*.



Le lendemain, il s'est rendu sur la base du *Battle Group Picardie*, dans le district de Surobi, pour la messe du dimanche et le déjeuner du 25 décembre. Sa visite s'est achevée par un office du soir sur Kaboul, au camp de Warehouse, avec les soldats de l'état-major du Contingent national France et du bataillon logistique.

Monseigneur Ravel a ainsi témoigné à de nombreux soldats, chrétiens ou non, mais tous éloignés de leur famille pour Noël, de son soutien à l'occasion de cette période des fêtes de fin d'année.



Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

# 150 militaires de l'Eurocorps attendus en Afghanistan

5 janvier 2012 – 11:04



Près de 150 militaires appartenant à l'[Eurocorps](#) vont rejoindre dans les prochains jours l'Afghanistan afin d'armer les structures de commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), placée sous l'autorité de l'Otan, et rejoindre ainsi leur chef, le général français Olivier de Bavinchove, qui les a précédés en novembre dernier.

Pour marquer le début de cette quatrième mission internationale de l'Eurocorps (la seconde en Afghanistan), une prise d'armes a été organisée, le 4 janvier, à Strasbourg. « Il y aura de moins en moins de forces, mais il faudra quand même mener des opérations militaires. C'est une tâche très délicate », a estimé, à cette occasion; le numéro deux du Corps européen, le général allemand Walter Spindler. « Ce pourrait être dangereux... Ça dépendra beaucoup de la performance des forces de sécurité afghanes », a-t-il admis.

En fait, 300 militaires de l'Eurocorps seront projetés en Afghanistan en deux temps. Les 150 premiers assureront cette mission pendant 6 mois, avant d'être relevés, à partir de juillet, par un second contingent d'une taille égale. La grosse majorité d'entre eux appartiennent aux 5 nations cadres du Corps européens. Le complément sera fourni par les quatre nations « associées », qui sont la Pologne, la Grèce, l'Italie, l'Autriche et la Turquie.

Leur mission consistera à planifier et à conduire les opérations de combat tout en supervisant le retrait progressif des forces de l'ISAF. « Nous poursuivons en 2012 et 2013 nos efforts pour réduire l'insurrection (...) mais c'est maintenant aux Afghans de prendre leur destin en main, ce qui ne veut pas dire que nous les abandonnons » a déclaré le général de Bavinchove, par téléconférence, le 4 janvier. « Dire que c'est facile serait mentir » a encore admis le numéro trois de la coalition internationale.

Le Corps européen – ou Eurocorps – a été créé en 1991 grâce à une initiative du président François Mitterrand et du chancelier allemand Helmut Kohl. Déclaré opérationnel en 1995, il s'est ouvert

depuis à la Belgique, à l'Espagne et au Luxembourg. Il peut mobiliser jusqu'à 60.000 hommes qui, selon les décisions du comité commun, peuvent être mis à la disposition de l'Union européenne ou de l'Otan.

## Afghanistan : la 3<sup>ème</sup> brigade de l'ANA contrôle la vallée de Tagab

Mise à jour : 29/12/2011 09:46

Du 16 au 20 décembre 2011, les unités de la 3<sup>ème</sup> brigade du 201<sup>ème</sup> corps de l'armée nationale afghane (ANA), commandées par le général Nazar, ont conduit une opération de grande envergure dans le sud de la vallée de Tagab, en Kapisa. L'objectif de cette opération était de neutraliser la menace insurgée dans cette zone.



L'opération *Hunting Spear 1*, décidée et conduite par l'armée nationale afghane, était appuyée par les forces françaises avec un élément de réaction rapide, cinq DLAS (détachements de liaison, d'appui et de soutien), un DOIP (détachement d'ouverture d'itinéraires piégés) et les hélicoptères du BatHélico.

La *Task Force La Fayette* (TFLF) assurait également un appui direct aux états-majors afghans, notamment dans la coordination des appuis feux et le soutien santé.

A plusieurs reprises au cours de l'opération, les états-majors français et afghans ont engagé les chasseurs de la coalition et les hélicoptères *Tigre* en appui des troupes au sol.

Les *kandaks* 32 et 36 (bataillons afghans) ont progressé pendant quatre jours du sud vers le nord de la vallée de Tagab, dans une zone à la végétation dense et fortement urbanisée. Ils ont maintenu leur rythme de progression et ont systématiquement pris l'ascendant lors des accrochages avec les insurgés. Durant toute l'opération, la 3<sup>ème</sup> brigade de l'ANA a fait preuve d'une grande autonomie et a montré son aptitude à faire manœuvrer ses unités et coordonner ses appuis internes (mitrailleuses lourdes et canons).

Les *kandaks* ont systématiquement mis à profit cette opération pour organiser des *shuras* (assemblée traditionnelle) avec la population des villages.

Au cours de cette opération, un soldat de l'ANA a été tué et un groupe d'insurgés a été neutralisé.

L'opération *Hunting Spear 1* illustre les progrès réalisés par la 3<sup>ème</sup> brigade de l'ANA qui, désormais, conçoit et conduit ses actions avec l'appui de la TFLF



Sources : EMA  
Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

03.01.2012

## 152 e RI Afghanistan : « La mission la plus dure, mais la plus intéressante »

**ALSACE** fr, le 21/12/2011 à 05:00 par Isabelle Glorifet



*Le colonel Jeand'heur (au centre), chef de corps du 152 e régiment d'infanterie, au milieu de ses hommes, lors de la campagne d'Afghanistan. DR*

**Les hommes du 152<sup>e</sup> RI de Colmar sont de retour d'Afghanistan depuis quelques semaines. Leur chef de corps, le colonel Jeand'heur, dresse le bilan de ces six mois d'opération.**

« Je voudrais remercier les parrains alsaciens. Ça a touché les soldats de se sentir soutenus », assure le colonel Jeand'heur, chef de corps du 152<sup>e</sup> régiment d'infanterie, de retour avec ses 500 hommes de six mois sur le front afghan, dans le district de Surobi. Les soldats ont également « mesuré la considération que la France leur porte », grâce aux trois jours de décompression en hôtel 5 étoiles à Chypre avant leur retour en France. « Pendant six mois, il n'y a pas de break. Le sas mis en place il y a deux ans est extrêmement bénéfique. »

*« La perte d'un être cher »*

Car leur mission délicate en Afghanistan aura laissé des traces : un mort au sein du régiment (le lieutenant Camille Levrel, décédé le 14 août dernier), et une dizaine de blessés au sein du bataillon. « C'est évidemment la perte d'un être cher que je connaissais bien. Ça nous a mis un coup. Mais sur place, on pense qu'il y a 800 soldats à commander. C'est un risque inhérent à notre métier », confie le colonel Jeand'heur.

Toutefois, après le décès du lieutenant Levrel, il confie : « Nous avons changé de mode d'action, et mené des opérations différentes dans la vallée d'Uzbin ».

Une mission menée en appui avec les forces armées afghanes, et la police : « En six mois, l'armée afghane a beaucoup évolué. Elle peut se prendre en main toute seule : nous lui avons donné les moyens qu'elle n'avait pas. »

Le bataillon a multiplié ce que les militaires nomment des opérations « civilo-militaires » : « Nous avons un rôle de soutien qui continue. Les Afghans sont très reconnaissants de ce qu'on fait là-bas. Il y a des progrès, notamment dans l'accès aux soins, la construction de routes. Il reste des projets de développement dans l'électrification, la maîtrise de l'eau », précise encore le colonel Jeand'heur.

*« Sur le qui-vive sans arrêt »*

Pour autant, la mission militaire n'avait rien d'une partie de plaisir : un adversaire plus mobile, et invisible, aux actions totalement imprévisibles : « On est obligé d'être sur le qui-vive sans arrêt. On n'est jamais à l'abri. Il existe une part de risque réel », même si les troupes ont essuyé peu d'attaques dans la zone de Surobi. À Tagab en revanche, « à chaque opération on accrochait. Là, c'est un peu Stalingrad à Guadalcanal : une guérilla urbaine en pleine jungle ».

Pour le chef de corps, « c'est la mission la plus dure, mais la plus intéressante » qu'il ait eue à commander : « Outre l'aspect militaire, c'est le transfert du district vers le gouvernement afghan qui compte. C'est le cœur du métier de soldat et du métier de chef. »

Les prochaines missions du 152<sup>e</sup> RI ne sont pas encore totalement définies, mais l'arrivée de nouveaux véhicules (VBCI) sera leur grosse actualité d'ici le mois de mai, ainsi que la mutualisation des moyens avec le régiment de marche du Tchad basé à Meyenheim. Cette trentaine de blindés remplacera leur équipement vieillissant, des AMX. « C'est une révolution. Nous abandonnons les engins à chenilles. »

## **Afghanistan : fin de mission pour les instructeurs français de l'Afghan Commando School**

Mise à jour : 29/12/2011 18:06

Le 22 décembre 2011, une cérémonie de fin de formation des commandos de l'armée nationale afghane (ANA) s'est tenue sur la base opérationnelles avancée (FOB) Morehead, au sud de Kaboul.

Cette cérémonie marquait également la fin de la mission d'instruction pour le détachement des forces spéciales françaises, engagées depuis 2007 dans la formation des commandos de l'ANA.

Créée en mai 2007, l'*Afghan Commando School* (ACS) comptait à ses débuts une vingtaine d'instructeurs français. Aux côtés de leurs homologues américains et afghans, ils ont assuré la formation des militaires afghans destinés

aux *kandaks* (bataillons) commandos de l'ANA et autres unités spécialisées. En août 2010, tous les *kandaks* commandos destinés aux corps d'armée de l'ANA avaient été formés et constitués, puis les forces spéciales françaises ont été chargées de former les forces spéciales de l'ANA jusqu'à fin 2011.

D'une durée de deux à quatre mois, les formations dispensées comprenaient l'apprentissage de l'ensemble des savoir-faire spécifiques aux unités de type commando (combat en localité et en milieu clos, embuscade, tir à longue, moyenne ou courte distance, transmissions et premiers soins).



Dès 2007, les instructeurs français ont également formé des formateurs aptes à prendre leur relève au sein d'une école devenue autonome.

Depuis la création de l'ACS en mai 2007, 8000 stagiaires y ont été formés.

Au moment du retrait des instructeurs français, neuf *kandaks* commandos et plusieurs unités de forces spéciales afghanes sont opérationnelles.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## Afghanistan : les gendarmes français entreprennent une formation « police judiciaire » au DCP de Tagab

Mise à jour : 05/01/2012 09:40

Le 22 décembre 2011, les gendarmes français de la POMLT (*Police Operational Mentoring and Liaison Team*) de Tagab se sont rendus au *District Center* (DCP) du village afin de rencontrer les autorités de la police nationale afghane (ANP). Leur objectif était d'évaluer les conditions de stockage de l'armement de l'ANP et la gestion de la sécurité du DCP. Il s'agissait aussi de faire le point sur les dossiers en cours avec la police afghane et plus particulièrement la formation « officier de police judiciaire ».

En effet, depuis le 2 janvier 2012 et pendant plus de deux mois, les deux mentors « Gendarmerie départementale » de la POMLT de Tagab formeront sur le camp de Tagab six policiers du DCP aux règles élémentaires de la police judiciaire. Ce stage a pour objectif de leur apprendre les bases de la police judiciaire, adaptées au code pénal afghan.

Douze modules seront abordés, sur les thèmes de la procédure pénale (infractions, homicides...), du droit pénal général (responsabilité pénale, légitime défense...) et de la méthodologie (récolte de preuves, méthodes d'audition...).

Cette formation se conclura par une mise en situation où les policiers afghans devront restituer leurs acquis théoriques et appliquer les premiers réflexes à avoir sur une scène de crime.



Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## **Afghanistan : Mission accomplie pour les instructeurs des forces spéciales françaises**

30 décembre 2011 – 9:42



Afin de former les commandos de l'armée nationale afghane, l'Afghan Commando School a été créée en mai 2007. Dès ses débuts, une quinzaine d'instructeurs appartenant aux forces spéciales françaises y ont été affectés aux côtés de leurs homologues américains, lesquels ont été rejoints par des formateurs de la société militaire privée MPRI.

Dans un premier temps, l'instruction délivrée a concerné une centaine de cadres afghans. Puis, à partir de mai 2008 jusqu'en 2010, 9 bataillons de commandos de l'armée nationale afghane ont été formés.

L'instruction donnée pendant les stages, d'une durée comprise entre 2 et 4 mois, devait permettre aux élèves d'acquérir un savoir-faire spécifique et suffisant en matière de contre-insurrection (combat urbain et en milieu clos, tir à longue, moyenne et courte distance, transmissions topographie, premiers soins, etc...). Et elle s'est faite selon les standards américains, l'armement de ces « commandos » afghans étant fourni par les Etats-Unis.

Avant de commencer leur formation, les stagiaires subissent des tests afin de vérifier qu'il n'y ait pas dans leurs rangs d'éventuels insurgés infiltrés, le risque étant de former à la contre-insurrection des personnes qui pourraient utiliser ce qu'elles ont appris contre la coalition. Le stage se termine par 4 épreuves individuelles et un raid de synthèse.

Selon une déclaration faite par un officier français au quotidien Le Figaro, en juin 2007, les commandos afghans passés par cette école auraient un « niveau d'infanterie légère, ce qui est déjà pas si mal ».

Par la suite, et une fois les kandaks établis, les militaires français ont reçu la tâche de former les forces spéciales afghanes. Et cette mission a pris fin le 22 décembre dernier, avec une cérémonie organisée sur la base opérationnelle avancée (FOB) Morehead, située à une dizaine de kilomètres au sud de Kaboul.

Au cours de ses 4 années d'existence, l'Afghan Commando School a vu passer 8.000 stagiaires (700 pas sessions). Quant aux forces spéciales françaises, leurs instructeurs ont accompli avec succès ce qui leur avait été demandé. Et c'est surtout une mission en moins, et donc des moyens supplémentaires qui peuvent être affectés en Afghanistan ou ailleurs, d'autant plus que ce ne sont pas les points chauds qui manquent actuellement.

# A Chypre, les soldats tricolores digèrent leur expérience afghane

[la-Croix.com](http://la-croix.com), MIS À JOUR LE 26/12/11 - 17 H 49

Depuis le mois d'octobre, plusieurs centaines de militaires français sont rentrés d'Afghanistan.

Pour faciliter leur réadaptation, l'armée a mis en place depuis quelques années un stage de décompression psychologique avant leur retour définitif.

Comme annoncé, le retrait des troupes françaises d'Afghanistan a commencé. Sur un effectif total de 4 000, 400 militaires sont ainsi rentrés à la maison depuis octobre. Mais leur retour dans l'Hexagone ne s'est pas fait par un vol direct. Ils ont auparavant fait escale durant trois jours à Chypre. Pour un « stage de décompression », animé notamment par des psychologues.

Il s'agit de favoriser une réadaptation. Cela n'est pas évident pour des grands gaillards – il y a parmi eux peu de femmes – qui ont crapahuté durant six mois en terrain hostile entre embuscades et explosions de mines improvisées.

Ils ont été si habitués à être sur le qui-vive et crispés sur leur fusil-mitrailleur. Ils ont aussi côtoyé la mort : 76 soldats français ont été tués sur le théâtre afghan, dont 18 à ce jour en 2011, l'année la plus meurtrière depuis le début du conflit, voilà une décennie.

## RELAXATION, GROUPES DE PAROLES

Trois jours pour ménager un « *retour progressif à la normale* », qui peut être source de tensions – y compris au sein de la famille – tant ils en ont été déconnectés. Un « sas » aussi pour détecter les éventuelles séquelles de la guerre, du stress au syndrome post-traumatique.

Hôtel cinq étoiles avec piscine, histoire de rompre avec les conditions de vie spartiate dans les montagnes afghanes. Mini-croisière en mer et visite de ruines, comme des touristes lambda, en civil, sans armes ni gilet pare-balles.

À quoi s'ajoutent des séances de relaxation et des groupes de parole, ainsi que des consultations personnalisées pour ceux qui le souhaitent. Coût du séjour : 500 € par soldat.

## SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Importante évolution au sein de l'armée française que ce soutien psychologique apporté aux combattants en fin de mission. Il a été mis en place fin 2009 pour les démobilisés d'Afghanistan. Une telle formule existait déjà à Chypre pour les militaires américains, canadiens et britanniques.

En 2008, les Français avaient été redéployés de Kaboul vers l'Est afghan, beaucoup plus exposé, et dix d'entre eux étaient morts dans un piège tendu par les rebelles dans la vallée d'Uzbeen.

Cet accompagnement post-opération vient en aval d'une préparation qui a été notablement renforcée en amont. Avant de partir en Afghanistan, nos soldats ont, à partir de 2008, été spécifiquement entraînés durant six mois. Ils l'ont été au plan militaire comme au plan psychologique, grâce au concours de la cellule d'intervention et de soutien psychologique de l'armée de terre, créée en 2004.

# Un gendarme mulhousien de retour de mission en Afghanistan

**ALSACE** fr, le 27/12/2011 à 05:00 par Propos recueillis par François Torelli



*En marge de leur mission, le capitaine Roland Marzin et ses collègues ont aidé les populations locales par des dons divers, notamment au profit des orphelinats. DR DR*

**Trois gendarmes de l'agglomération ont pris part à des « opérations extérieures » en zone de conflit, cette année. L'un d'entre eux raconte ses sept mois en Afghanistan.**

On a tellement l'habitude de les voir près de chez nous, en train de veiller à la tranquillité de nos villes et nos villages, que l'on en oublie parfois que les gendarmes sont avant tout des militaires. À ce titre, ils peuvent être amenés à échanger leur uniforme bleu contre un treillis et à prendre part à des « opérations extérieures » en zones de conflit. Cette année, ils étaient trois à avoir franchi le pas dans l'agglomération mulhousienne, dont le capitaine Marzin, qui a passé sept mois en Afghanistan. Une expérience forte qu'il a accepté de raconter.

*Quel était l'objet de votre mission ?*

*Il y a plusieurs missions en Afghanistan sous couvert de l'Otan. L'une d'entre elles consiste à former l'armée et la police afghanes (Nato training mission for Afghanistan). La gendarmerie française y contribue en fournissant des instructeurs, sous la bannière de la force de gendarmerie européenne.*

*Pendant sept mois, j'ai occupé le poste de chef de cellule tactique dans un centre de formation de l'Ancop (Afghan national civil order police), l'équivalent à terme de la gendarmerie mobile en France. Cette cellule était en charge de l'enseignement du maintien de l'ordre, de l'intervention professionnelle et du combat.*

*Dans quel secteur étiez-vous ?*

*Les forces françaises sont principalement stationnées dans l'Est, mais les missions exigent aussi que les personnels soient ventilés sur différents sites, en « isolés », au sein de structures*

*internationales. En ce qui me concerne, j'étais stationné dans le nord avec quelques Français, Espagnols, Polonais et Hollandais, en zone allemande.*

*Comment se passait cette coopération internationale ?*

*La langue de travail était l'anglais, mais nous avons toujours l'opportunité d'apprendre les rudiments d'autres langues. Dans ce contexte difficile, la cohésion joue à plein, et nos voisins américains, suédois ou allemands étaient souvent en mesure de nous aider pour des questions de logistique ou de renseignements, car ils étaient en charge de la sécurité sur le secteur.*

*Nous avons malheureusement eu l'occasion de marquer notre fraternité à chaque fois qu'un camarade trouvait la mort sur le théâtre, et j'aurai toujours une pensée particulière pour les Français tombés en Afghanistan.*

*Était-ce une zone de tension ?*

*Notre zone n'était pas répertoriée parmi les plus difficiles, mais les incidents parfois dramatiques enregistrés par les forces de la coalition dans le secteur nous obligeaient à rester aux aguets.*

*Quelles étaient les autres difficultés ?*

*Le climat en Afghanistan est la première des contraintes. Il peut neiger un matin, alors que la veille il faisait plus de 20 °C. En été, lorsque je suis arrivé, le thermomètre dépassait les 55 °C. Avec 30 kg d'équipement, je vous laisse imaginer les conséquences... On s'habitue assez vite, mais il faut se ménager autant que possible, s'entraîner physiquement, et faire attention à son alimentation.*

*Comment se déroulaient les journées ?*

*Les réveils étaient matinaux, entre 4 h 30 et 5 h 30, et la journée de cours se terminait vers 17 h, ce qui nous laissait le temps de préparer les activités du lendemain. Notre fin de journée était souvent mise à profit pour la détente, le sport, et contacter nos familles aussi souvent que possible.*

*Quelles relations aviez-vous avec vos homologues et les civils afghans ?*

*Cette mission a été l'occasion pour moi de vivre en permanence avec des Afghans, issus de différentes régions du pays. Très vite l'échange s'installe et, entre les cours, nous devons souvent répondre à leurs questions.*

*Ils sont souvent curieux et avaient à cœur de partager le thé ou les fruits secs, tout en évoquant nos familles et nos expériences respectives. Ils nous envient le confort moderne, mais pas notre frénésie quotidienne, le temps n'a pas la même valeur chez eux.*

*Nous avons pu parfois à leur demande, en marge de notre mission, aider les populations locales par des dons divers et notamment au profit des orphelinats. En Afghanistan comme en France, le sourire d'un enfant n'a pas de prix.*

*Comment s'est passé le retour à Mulhouse ?*

*Le retour à Mulhouse a été plutôt long, il n'y a pas de vol direct depuis Kaboul ! Hormis la longueur du voyage, j'ai évidemment apprécié de rentrer auprès de ma famille, de mes amis et de mes collègues. On apprécie tout particulièrement au retour la sécurité et le confort que l'on peut trouver en France, où l'on peut se déplacer sans arme, ni contrainte.*

le 27/12/2011 à 05:00 par Propos recueillis par François Torelli

## **"Six mois de stress" en Afghanistan pour le caporal-chef Villieras**



En quatorze ans de carrière militaire au 7<sup>e</sup> BCA, le caporal-chef Nicolas Villieras n'a jamais vécu pareille opération : « À chaque mission, on était en contact avec les insurgés et on essayait des tirs. »

Sept mois que le caporal-chef Nicolas Villieras, 32 ans, chasseur alpin au 7<sup>e</sup> BCA est revenu sain et sauf de la vallée de la Kapisa en Afghanistan. Depuis, la vie a repris son cours au quartier Bulle à Bourg-Saint-Maurice. Mais impossible pour lui d'oublier.

Membre de la section transmission de la compagnie de commandement et de logistique, il a été pendant six mois l'opérateur radio du chef de corps, le colonel Bruno Gardy. Sa mission : le suivre sur le terrain, à pied ou en engin motorisé, et faire la liaison radio avec le poste de commandement.

« Ça a été six mois de stress permanent, explique-t-il. À chaque mission, on était en contact avec les insurgés et on essayait des tirs. » Une situation qu'en quatorze ans de carrière militaire au 7<sup>e</sup> BCA, il n'a jamais connue. « Je n'avais jamais été sous le feu avant », avoue le caporal-chef Villieras.

Pourtant, il n'en est pas à sa toute première mission extérieure. Loin de là. « J'ai fait deux Côte d'Ivoire, deux Tchad, deux Guyane, une Martinique, un Cameroun..., détaille-t-il. Mais l'Afghanistan, c'est l'opération la plus stressante. La première sortie, quand les balles passent à 1,50 mètre au-dessus de ta tête, tu te demandes ce que tu fais là. Mais après, ça devient du bon stress. »

Le caporal-chef Villieras considère ainsi l'Afghanistan comme sa « meilleure expérience professionnelle ». « On apprend beaucoup et surtout c'est réel. C'est vraiment du concret. »

A-t-il eu peur de mourir ? La réponse est oui. « Une personne qui n'a pas peur n'est pas normale, elle est presque dangereuse selon moi. » Mais il a mis cette peur de côté. « On n'a pas le temps d'y penser ». Pourtant, la pression était constante. Jusque sur le camp. « Les insurgés envoyaient des roquettes au petit bonheur la chance. »

*"Quand on a appris le décès de notre frère d'arme, c'est comme si tout s'arrêtait"*

Le caporal-chef avait une autre source d'inquiétude : sa compagne, engagée à ses côtés. « Elle était basée à Nijrab et moi à Tagab, à 17 kilomètres. Elle faisait régulièrement des convois logistiques entre les deux camps. C'est une route très attaquée. Elle était donc autant exposée que moi, voire plus. »

Pour eux deux, l'histoire se termine bien. Mais le caporal-chef, comme l'ensemble des chasseurs alpins du 7<sup>e</sup> BCA, garde un souvenir douloureux de la journée du 19 février 2011 au cours de laquelle son jeune camarade, le caporal-chef Clément Chamarier, a été tué.

Un événement qu'il a vécu par radio interposée. « On venait de rentrer sur le camp, raconte-t-il. Le chef de corps a appris la nouvelle au poste de commandement. On a d'abord su que le véhicule était touché et ensuite qu'un de nos camarades était mort. C'est comme si tout s'arrêtait», raconte-t-il.

« Mais on n'a pas le droit de baisser les bras, si on ne veut pas avoir d'autres blessés ou tués. Il faut continuer la mission et aller de l'avant. » Pas si simple. « Perdre un frère d'arme met un coup au cœur. On s'en souviendra toute notre vie ».

Depuis son retour, le caporal-chef ne peut d'ailleurs pas s'empêcher de penser et de garder un œil sur l'Afghanistan. « Tous les jours, je vais sur des blogs militaires pour savoir ce qu'il se passe. »

## 2011 dans le monde : la guerre américaine en Irak et en Afghanistan



Les conflits armés ont perduré en 2011, à l'instar de la guerre américaine (sous la couverture, il est vrai, de la coalition internationale) en Irak et en Afghanistan. Retour sur ces deux guerres.

### **Irak : les Américains s'en vont**

En Irak, c'est surtout le départ des derniers soldats américains, le 18 décembre, qui retient l'attention. Il ne reste désormais que quelques centaines de militaires pour encadrer l'armée irakienne, et 16 000 marines pour protéger l'ambassade américaine à Bagdad.

Le départ des forces américaines laisse un vide qui donne le vertige à Washington, vu la fragilité des institutions irakiennes, l'ampleur des défis économiques, les risques de résurgence des violences sectaires, la persistance du terrorisme islamiste et l'ombre menaçante de l'Iran. L'échec de l'Administration Obama à négocier le maintien d'un corps de conseillers militaires substantiel et d'une force antiterroriste au-delà du 31 décembre 2011 a fait l'objet de vives critiques chez certains républicains. L'Administration Obama répond qu'elle n'a pas eu d'autre choix, les Irakiens se refusant à préserver, pour les troupes qui seraient restées, un statut d'immunité juridique qui les aurait protégées.

Le partage de pouvoirs entre les trois communautés- chiite, sunnite et kurde- censé apporter la démocratie et la stabilité politique, est fragile. Il l'est encore plus depuis quelques jours. Alors que les derniers soldats américains quittent le pays, la crise politique bat son plein à Bagdad. Un mandat d'arrêt est lancé (19 décembre) à l'encontre du vice-président Tarek al Hachemi, soupçonné d'avoir trempé dans la préparation d'attentats contre le Parlement. Et le Premier ministre Nouri al Maliki réclame la tête du vice-Premier ministre Saleh Moutlak, qui l'avait traité à la télévision de "dictateur pire que Saddam Hussein".

Dans le même temps, le bloc laïque Iraqiya, - dont sont membres Tarek al Hachemi et Saleh Moutlak, tous deux sunnites-, annonce qu'il va boycotter le gouvernement, deux jours après avoir suspendu sa participation aux travaux du Parlement. Iraqiya critique violemment la façon dont Nouri al Maliki monopolise le pouvoir.

L'unité du pays est par ailleurs fragilisée par le renforcement de l'autonomie des Kurdes et les revendications des potentats locaux. La crise renforce également les divisions sectaires déjà exacerbées depuis la guerre. Cette question gangrène désormais la société irakienne.

Il faut noter que tout au long de l'année 2011, le pays est secoué par des attentats meurtriers, contre les forces irakiennes et étrangères, mais aussi contre la population civile, notamment les

Chiites (majoritaires). Le tout dernier est intervenu le 26 décembre. Cinq personnes sont tuées lundi dans un attentat suicide à la voiture piégée contre le ministère de l'Intérieur dans le centre de Bagdad, quatre jours après une série d'attentats meurtriers dans la capitale irakienne qui fait 70 morts. Des attentats imputés à Al-Qaïda par le gouvernement irakien, ou revendiqués par cette organisation terroriste.

L'armée irakienne de 600 000 hommes, formée et entraînée par les Américains, et qui assure déjà depuis des mois l'essentiel de la sécurité en Irak, sera-t-elle capable de continuer à assumer ce rôle l'an prochain, seule?

### **Afghanistan : aucun progrès vers la paix**

En Afghanistan, aucun progrès n'a été noté en 2011 en faveur de la paix et de la réconciliation. Les informations faisant état de négociations secrètes véhiculées par les Américains sont vite démenties par les Talibans. Ces derniers refusent toujours de négocier avec le gouvernement, qu'ils considèrent comme illégitime, tant qu'il y aura des soldats étrangers sur le sol afghan.

La conférence internationale de Bonn au début de décembre n'a rien donné, non plus, en faveur de la paix. Une conférence à laquelle n'ont participé ni le Pakistan, ni les Talibans.

"La victoire est improbable", expliquait Pascal Boniface dans sa préface au livre de Dominique Lagarde consacré à la guerre paru en 2010 "car les soldats occidentaux sont désormais perçus par trop d'Afghans comme des troupes d'occupation". C'est cette impossibilité de la victoire qui amène les occidentaux à décider de retirer leur troupes, d'ici 2014.

Malgré d'importantes pertes subies en 2011, notamment lors des attaques de drones, les Talibans sont plus menaçants que jamais, leurs opérations toujours plus audacieuses que jamais, comme le montre une attaque menée en plein Kaboul récemment, et l'assassinat en septembre de l'ancien président Burhanuddin Rabbani, chargé de négocier la paix avec eux. Ces actions soulignent la fragilité du gouvernement afghan, porté à bout de bras par quelque 140 000 soldats de l'Otan.

Les Talibans ont l'avantage du temps. Dans Newsweek la semaine dernière, l'un d'eux dit au journaliste américain Ron Moreau : "Vous avez les montres, nous avons le temps." Le futur retrait occidental ouvre la possibilité d'un retour des Talibans au pouvoir, une perspective qui effraie ceux des Afghans qui ont profité de l'ouverture du pays consécutive à l'invasion occidentale, que l'on retrouve notamment dans les villes. Mais une autre partie de la population, lassée d'un conflit sanglant, réclame avant tout la paix, dont peu imaginent qu'elle est possible sans un accord avec des Talibans en position de force.

**Sources : L'EXPRESS.FR, Le Monde.fr, AFP et Reuters.**

## **L'Asie d'abord ! Obama présente la nouvelle stratégie américaine**



### ***Le président américain confirme le désengagement en Europe***

Le président américain Barack Obama a présenté, jeudi, la nouvelle Strategic Defense Review (SDR), un document qui entend tourner la page de dix ans de guerre en Irak et en Afghanistan, en mettant

l'accent sur les enjeux asiatiques. On peut écouter et lire Obama sur [le site de la Maison Blanche](#) et lire le [texte intégral de la SDR ici](#).

La publication de ce texte précède de quelques semaines celui sur le "nouveau contexte stratégique", vu par les autorités françaises. Le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) a été chargé de réactualiser la description de l'environnement stratégique du Livre blanc de 2008 - en tenant compte des évolutions récentes (crise financière, révolutions arabes et nouvelle donne américaine, par exemple). Le document, en cours de finalisation, devrait être publié très prochainement.

La SDR américaine confirme la profonde réorientation de l'effort américain vers l'Asie. Ce qui entraîne un désengagement de plus en plus marqué en Europe. Une simple lecture du document le confirme. Les mots Pakistan, Afghanistan, Yemen, Somalie, Asie du sud, Moyen Orient, Pacifique occidental, Asie orientale, Océan indien, Asie-Pacifique, Péninsule coréenne, Corée du Nord, Chine, Golfe, Israël apparaissent dans le texte avant celui d'Europe. Aucun pays du vieux continent n'est cité nominalement... même pas le Royaume-Uni qui risque d'en concevoir un certain dépit !

La SDR le dit sans fioritures : *"We will by necessity rebalance toward the Asia-Pacific region"* - Par nécessité, nous rééquilibrerons (nos efforts) vers la zone Asie-Pacifique. Concernant l'Europe, après les formules de politesse vis à vis des alliés, la SDR constate, avec une notion intéressante, que *"la plupart des pays européens sont devenus des producteurs de sécurité plutôt que des consommateurs"*. *"Notre posture en Europe doit aussi évoluer"* affirme le document et cela dans une *"ère de ressources contraintes"*. En langage diplomatique, cela s'appelle un désengagement. La SDR confirme que les Etats-Unis resteront engagés dans l'Otan, au titre de l'article 5, mais que cela se fera désormais dans le cadre d'une "smart defense" avec les notions de *"pooling, sharing, specialize"* - c'est-à-dire mise en commun, partage et spécialisation. Voilà fixé l'agenda du prochain sommet de l'Alliance à Chicago, en mai prochain.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 6 Janvier 2012 à 10:55

## Afghanistan: un hélicoptère sans pilote pour ravitailler les troupes

[MONDE](#) | Mis à jour le jeudi 22 décembre 2011 à 18h04



L'hélicoptère est un moyen de transport crucial mais à risques en zone de conflit.

**Un hélicoptère sans pilote, capable d'emporter plus de 1,6 tonne de fret a commencé à ravitailler les troupes américaines en Afghanistan, une première, ont indiqué jeudi des responsables militaires américains à Kaboul.**

Le K-MAX, développé par Kaman Aerospace et Lockheed Martin et utilisé par le corps des Marines, est le premier hélicoptère sans pilote conçu pour le ravitaillement des soldats dans des zones reculées, selon ses concepteurs.

Il est basé sur la version avec pilote du K-MAX, fabriqué par Kaman, datant du début des années 1990 et spécialisé dans le transport de lourdes charges sous élingue.

Le K-MAX sans pilote a effectué son premier vol en conditions opérationnelles en zone de combat le 17 décembre, en ravitaillant les militaires du Poste avancé Payne, dans la province méridionale du Helmand, bastion insurgé et l'une des plus sanglantes des dix ans de conflit afghan.

"Nous avons acheminé du fret qui était habituellement transporté par convoi", a expliqué le commandant Kyle O'Connor, de l'Escadron de drones 1 des Marines.

### **Réduction des risques**

Les militaires estiment qu'il devrait permettre de réduire les risques liés au transport par convois routiers dans les zones difficiles, où ils sont fréquemment la cible de bombes ou mines artisanales, l'une des armes favorites des insurgés talibans.

La plupart de ses missions devraient se dérouler de nuit et à haute altitude, afin de le mettre à l'abri des tirs d'armes légères. Il est capable de larguer sa cargaison de façon précise.

---

## **Robocopter en Afghanistan. Le K-Max est à l'essai sur le terrain.**

NANOJV, Publié le 1 janvier 2012

---



La première mission opérationnelle du drone-hélicoptère K-Max a été confirmée par l'ISAF (la Force internationale d'assistance et de sécurité de l'OTAN en Afghanistan).

Le K-Max est un robot- hélicoptère conçu par une société conjointe associant Kaman Aerospace et Lockheed Martin. Cette véritable grue volante peut au choix fonctionner en mode habité ou piloté à distance. Elle soulève 3 tonnes sur un rayon d'action de 500 km.

En Afghanistan ses missions se déroulent de nuit et à haute altitude afin d'éviter les tirs. Les tests vont durer 6 mois avant la commande définitive.

La robotisation systématique de l'armée américaine se poursuit à vitesse accélérée...Et comme le dit Lockheed, " (nous) on n'oublie jamais pour qui on travaille".

Copyright **NanoJV** (reproduction non autorisée, extraits sourcés seulement).

## Deux VBCI en cours d'évaluation par le Canada

5 janvier 2012 – 16:42

Le spécialiste de l'armement terrestre Nexter (ex-Giat Industries) est, pour le moment, trop dépendant du marché français, ce qui a eu pour conséquence, en 2010, une chute de 70% de ses prises de commandes par rapport à l'année précédente.

D'où la nécessité de décrocher des marchés à l'exportation, ce qui passe par plus de compétitivité afin de réduire les coûts de production pour faire face à la concurrence, notamment celle des pays émergents.

Cela étant, Nexter pourrait bien placée soon VBCI au Canada, dans le cadre du programme Close Combat Vehicule (CCV, Véhicules de Combat Rapproché), lancé par Ottawa afin de doter les forces terrestres canadiennes d'au moins 108 blindés de combat d'infanterie (plus 30 en option) à partir de 2014.

Cette compétition va donc se jouer entre le VBCI (véhicule blindé de combat d'infanterie), le CV-90 équipé d'une tourelle de 35 mm de BAE Systems et le Piranha 5 (avec une tourelle Lance de 30 mm) de General Dynamics. Et le nom du vainqueur devrait être annoncé dans le courant de cette année.

D'après un communiqué diffusé par Nexter, deux VBCI sont actuellement en cours d'évaluation au centre d'essais d'Aberdeen, dans le Maryland (Etats-Unis), pour le compte du Canada.

La première version du VBCI testée, dotée d'une tourelle de 25 mm, a déjà fait ses preuves en Afghanistan et au Liban avec l'armée de Terre. La seconde est équipée d'une tourelle biplace de 30 mm Hitfist de Oto Malara.

« Nous sommes convaincus d'avoir un produit exceptionnel à proposer à l'armée canadienne » a estimé, en décembre, Patrick Lier, le directeur des affaires internationales pour la région de l'Amérique du Nord chez Nexter. « D'un point de vue général, le VBCI offre la meilleure combinaison en matière de mobilité et de puissance de feu, à un coût abordable, sans aucun compromis sur le niveau de protection. En outre, un véhicule à roues permet une réduction du coût de maintenance par rapport à un véhicule chenillé, sans oublier un niveau de confort maximal pour l'équipage » a-t-il ajouté.

Pour cet appel d'offres, Nexter s'est allié avec Bombardier Transport North America, qui a les capacités de production nécessaire pour assembler les VBCI, Prevost Bus, qui obtiendrait, le cas échéant, les parties « assemblage moteur » et « chaîne de mobilité » et, enfin, Raytheon Canada, à qui reviendrait le maintien en condition opérationnel. La gestion de ce projet serait confiée à Nexter Canada Incorporated (NCI), établi à Ottawa.

## RTD livre des oreilles aux yeux du VAB-TOP



RTD annonce ce soir avoir livré, fin novembre, 80 kits SLATE (système de localisation acoustique de tireur embusqué) à l'armée de terre, dans le cadre des urgences opérations. SLATE est destiné prioritairement aux VAB-TOP déployés en Afghanistan. L'interfaçage du système avec le tourelleau permet de lui faire rallier la zone de tir, de corréliser la cible avec l'optronique, et éventuellement, de déclencher le feu avec la 12,7 mm ou le 40 mm. L'homme reste dans la boucle, ce qui permet d'éviter d'éventuels dommages collatéraux.

Selon RTD, le niveau d'évolution obtenu sur le capteur acoustique PILARw, développé par 01-dB-Metravib (groupe Areva) permet de discriminer petit et moyen calibre.

Le poste de tir adverse est aussi géolocalisé, ce qui permet au VAB-TOP de continuer à traiter, ou de le faire, y compris après un bon avant ou arrière.

SLATE permet aussi de pallier l'avantage offert aux insurgés par la zone verte : reste à savoir si cet équipement va faire évoluer les règles d'engagement, et autoriser de tirer sur une zone (circonscrite) dans laquelle a été entendue un départ de coup.

Actuellement, les Français sont dépourvus d'équipements permettant de détecter facilement un insurgé sous le couvert, sauf en thermie.

La France restait un des derniers pays à ne pas avoir investi massivement dans le PILARw, développé en France sur les retex français de l'enagement en Bosnie, il y a bientôt 20 ans.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [1/05/2012 06:09:00 PM](#)

## Afghanistan/maintien de l'Isaf après 2014: "pas une option" selon le chef de l'Eurocorps

Publié le 04.01.2012, 14h43

Le maintien des troupes de la coalition de l'Otan en Afghanistan (Isaf) après le 31 décembre 2014 n'est "pas une option", a estimé mercredi le général français Olivier de Bavinchove, chef de l'Eurocorps et de l'Etat-major interarmées de l'Isaf.

"Je ne crois pas que c'est une option, c'est une option écartée résolument par les chefs d'Etat (membres de la coalition), la mission actuelle de l'Isaf se terminera le 31 décembre 2014, c'est le message que nous portons tous les jours auprès des Afghans", a déclaré depuis Kaboul le général de Bavinchove, lors d'une téléconférence au quartier général du Corps européen, la structure militaire européenne basée à Strasbourg.

"Nous poursuivrons en 2012 et 2013 nos efforts pour réduire l'insurrection (...) mais c'est maintenant aux Afghans de prendre leur destin en main, ce qui ne veut pas dire que nous les abandonnons", a ajouté le chef de l'Eurocorps, alors que les forces afghanes ont le contrôle de la moitié du territoire.

L'Eurocorps organisait mercredi une cérémonie militaire de départ pour les familles de 150 militaires qui partiront le 10 janvier pour l'Afghanistan où ils seront stationnés six mois. Un second contingent de même taille partira en juillet, également pour six mois.

A Kaboul, les militaires européens seront chargés de la planification et de la conduite des opérations de combat, ainsi que de la conduite du retrait des forces de la coalition occidentale. L'Isaf est engagée "dans une réduction très importante des forces", alors que 27.000 militaires dont 23.000 Américains doivent quitter l'Afghanistan d'ici la fin de l'année, a encore souligné le général de Bavinchove.

L'Eurocorps, dont le quartier général emploie 1.200 personnes à Strasbourg, a été créé en 1992 à l'initiative de la [France](#) et de l'Allemagne. Il s'est élargi depuis à la Belgique, à l'Espagne et au Luxembourg. La Pologne en deviendra la 6e nation-cadre le 1er janvier 2016.

En cas de besoin, il peut réunir plus de 60.000 soldats, normalement basés dans leurs pays respectifs, mais qui peuvent être mis à disposition de l'Union européenne ou de l'Otan. AFP

# Rapatrier les équipements militaires d'Afghanistan est un casse-tête

KABOUL - L'armée américaine, qui d'ici à fin 2014 doit avoir achevé le rapatriement d'Afghanistan de son équipement militaire, dont la valeur est estimée à plus de 30 milliards de dollars, est soumise à un casse-tête d'envergure, a observé mardi l'un de ses cadres.

Je peux toujours rêver que l'Afghanistan est un pays côtier et que nous avons un grand port. Mais ce n'est pas le cas, a remarqué ce responsable lors d'une conférence de presse.

L'Afghanistan, ce n'est pas l'Irak (que l'armée américaine a quitté en décembre, NDLR). (...) Ce pays n'a pas les mêmes infrastructures routières, une autoroute large menant à un pays ami, le Koweït, où les camions peuvent décharger les marchandises et repartir à vide, a-t-il observé.

Les relations orageuses avec le Pakistan, qui depuis un mois a coupé ses frontières avec l'Afghanistan après une bourde de l'Otan ayant causé la mort de 24 de ses soldats, compliquent encore la donne.

Mardi, des hauts responsables pakistanais ont ainsi indiqué à l'AFP que leur pays voulait limiter sa coopération avec les Etats-Unis et la clarifier par des accords écrits noir sur blanc.

Pour éviter le Pakistan, par lequel ses troupes et matériels transitaient, nous explorons des options terrestres vers le Nord, nous continuons à travailler avec les Pakistanais, pour voir si nous pouvons améliorer nos relations, nous avons les airs, et beaucoup de solutions multimodales, selon ce gradé.

Celles-ci permettraient notamment de mettre du matériel sur un avion, jusqu'à un grand port proche, a-t-il détaillé. Et d'ajouter : C'est bien moins coûteux que de faire voler des choses tout du long jusqu'aux Etats-Unis ou en Europe.

Plusieurs dizaines de milliers de véhicules, d'une valeur totale de plus de 30 milliards de dollars, sont concernés par ces manœuvres, a affirmé le responsable américain.

Nous ne pouvons pas attendre l'été 2014 pour arriver à tout sortir d'ici. Nous devons commencer maintenant, a-t-il lancé.

Enlisée en Afghanistan depuis dix ans, la coalition de l'Otan, dont les deux tiers des troupes sont américaines, a commencé l'an dernier à retirer de premières troupes de combat, avec l'objectif d'un retrait total fin 2014, et compte sur un règlement politique de la question pour pouvoir mettre fin à un conflit qui ne faiblit pas.

Mardi, alors que les talibans annonçaient être prêts à disposer d'un bureau politique les représentant hors d'Afghanistan afin de participer à des négociations de paix, deux attentats suicides secouaient leur fief de Kandahar, tuant 12 personnes et en blessant au moins 28 autres.

# L'Azerbaïdjan n'a pas autorisé les avions AWACS de l'OTAN à utiliser son espace aérien –



, [ 27 déc 2011 12:46 ]



**Bakou. Rachad Suleymanov – APA. L'Azerbaïdjan n'a pas autorisé les avions AWACS (Airborne Warning and Control System) de l'OTAN à utiliser son espace aérien, a confié pour l'APA, une source gouvernementale.**

L'OTAN a adressé en Géorgie et en Azerbaïdjan pour l'autorisation à utiliser l'espace aérien par les avions AWACS reliant l'Afghanistan. La Géorgie a donné une autorisation, mais la partie azerbaïdjanaise a refusé.

« L'espace aérien de l'Azerbaïdjan est ouvert pour les avions de transport reliant l'Afghanistan. Mais l'AWACS est un avion de reconnaissance et nous ne pourrions pas donner une autorisation pareille » a indiqué la même source.

Un événement pareil a eu lieu il y a un an. L'avion AWACS reliant Afghanistan – Allemagne n'a pas été autorisé d'atterrir à Bakou.

Le système de détection et de commandement aéroporté (SDCA) (souvent reconnu par

l'acronyme anglais AWACS pour Airborne Warning and Control System) est un système de stations radar montées sur des avions de guet permettant à la fois de surveiller un vaste espace aérien et de postes de commandement pour les opérations aériennes ou de lutte anti-aérienne.

Les SDCA modernes peuvent détecter d'autres avions jusqu'à 400 km de distance, bien au-delà des systèmes anti-aériens conventionnels. Ils permettent surtout la détection de raids à basse altitude, car ils ne sont pas gênés par le relief. En combat aérien, les SDCA peuvent contrôler des aéronefs amis (par définition non SDCA). Le SDCA diffuse, grâce en particulier à la Liaison 16, la situation aérienne et permet ainsi aux autres plates-formes, et particulièrement aux avions de combat, d'avoir une meilleure perception de leur environnement. Ainsi, les avions de chasse peuvent rester discrets en silence radar. Les SDCA sont bien sûr détectables par leurs propres émissions et, très vulnérables. Ils se protègent par les avions de combat qu'ils contrôlent.

28.12.2011

## La première infidélité de la mission Jeanne d'Arc



Je l'avais annoncé sur ce blog il y a quelques jours (cliquer [ici](#) pour lire mon post du 19 décembre). Mon collègue brestois, Sébastien Panou, revient sur la mission Jeanne d'Arc 2012 et "la première infidélité". Le groupe école des officiers élèves de la Marine partira en effet de Toulon en mars, à bord du BPC *Dixmude* et de la frégate *Georges Leygues*. Brest était le port de départ depuis 100 ans !

Pour lire son article sur le site d'*Ouest-France*,

cliquer [ici](#).

Ci-dessous, la suite de son article (non disponible sur le site et seulement sur la version "papier"), avec un éclairage sur le glissement de la flotte de surface de Brest vers Toulon:

### La flotte de surface a glissé vers Toulon, les familles aussi Plus de navire-école dédié

Un navire-école de la Marine existait à Brest depuis 1864. *Jean Bart*, *Donawerth*, *Renommée*, *Flore*, *Iphigénie* et *Duguay-Trouin* se sont succédé dans cette mission. Dès 1912, le stage, appelé « croisière » puis « campagne » s'est fait à bord d'un bâtiment nommé *Jeanne d'Arc* (1). D'abord sur un croiseur cuirassé, puis sur un croiseur-école et enfin sur le fameux porte-hélicoptères, désarmé en 2010. Économies obligent, alors que la dernière *Jeanne* était en fin de vie (45 campagnes !), la Marine a choisi qu'il n'y aurait plus de

navire spécialement dédié à la formation, mais que le stage aurait lieu de façon tournante, sur un bâtiment opérationnel.

### **Des BPC basés à Toulon**

Les Bâtiments de projection et de commandement (BPC) ont pris le relais de la *Jeanne. Tonnerre* en 2009, *Mistral* en 2010, ce sera le *Dixmude* en mars prochain. Tous basés à Toulon.

Dès lors, même si la conserve - la frégate accompagnatrice du groupe école *Georges Leygues* - est encore basée à Brest, la ville a perdu un lien direct naturel avec ces grands voyages autour du monde. Les 180 familles de marins du BPC sont toulonnaises. Elles étaient 450 à Brest pour la *Jeanne*.

Depuis le départ des porte-avions dans les années 1970, la flotte de surface a glissé vers Toulon, laissant à Brest la spécialité des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE).

### **Plus de 700 personnes en mission**

Le groupe école compte environ 130 élèves, deux équipages de 195 personnes sur le *Georges Leygues* et 180 personnes sur le BPC. L'an dernier, il avait embarqué environ 200 militaires de l'armée de terre pour des exercices interarmées.

1) L'*Edgar Quinet* a, pendant peu de temps, pris le relais à la fin des années 1920. Et une coupure dans la formation a eu lieu pendant la Seconde Guerre mondiale.

## **L'EDA-R pourrait accompagner le BPC Mistral aux Etats-Unis**



**L'EDA-R 1 en manoeuvre, hier à Toulon**  
crédits : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE

06/01/2012

Le nouvel engin de débarquement amphibie rapide (EDA-R) de la Marine nationale embarquera peut-être à bord du bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Mistral* pour l'exercice *Bold Alligator*, qui se déroulera du 24 janvier au 13 février au large des côtes américaines. Le *Mistral* appareillera lundi de Toulon pour mettre le cap sur les Etats-Unis. D'ici là, on saura si l'EDA-R 1 se joindra à lui. Livré le 24 novembre, le nouveau catamaran de débarquement français subit actuellement une phase de vérification des capacités militaires. Hier, il était notamment en manoeuvre, en rade de Toulon, avec des éléments de l'armée de Terre, dont des véhicules (camion, char AMX10 RC). Suivant les essais menés d'ici la fin du week-end, la marine décidera, ou non, d'engager l'engin durant *Bold Alligator*. Si ce n'est pas le cas, le *Mistral* partira pour les

Etats-Unis uniquement avec les traditionnels chalands de la flottille amphibie.



L'EDA-R 1 (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

Pour Bold Alligator, le Mistral va embarquer un état-major armé par la cellule amphibie de la Force aéromaritime française de réaction rapide (FRMARFOR) et un groupe tactique de l'armée de Terre. Ce dernier sera principalement composé d'éléments du 21ème Régiment d'infanterie de marine et d'autres unités de la 6ème Brigade légère blindée, ainsi que des hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT). En comptant l'équipage du BPC Mistral, l'état-major du FRMARFOR et le groupe tactique de l'armée de terre, la participation française à Bold Alligator s'élèvera à plus de 650 personnes, 70 véhicules et 6 hélicoptères (4 Puma et 2 Gazelle).



Le BPC Mistral, à droite (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

**Un groupe aéronaval et amphibie franco-britannique constitué fin 2012**



crédits : MARINE NATIONALE

05/01/2012

La Marine nationale et la Royal Navy prévoient de constituer, à l'automne 2012, une imposante force aéromaritime en Méditerranée. La France doit participer avec son groupe aéronaval, articulé autour du porte-avions Charles de Gaulle, et probablement un groupe amphibie, avec un bâtiment de projection et de commandement. La Grande-Bretagne, de son côté, engagera son Response Force Task Group (RFTG), qui comprendra notamment le porte-hélicoptères HMS Ocean ou le HMS Illustrious, ainsi que des transports de chalands de débarquement. Le tout sera accompagné de destroyers et frégates, d'une composante sous-marine et d'unités de ravitaillement. Ces grandes manœuvres feront aussi intervenir des unités terrestres, avec les Royal Marines britanniques et les marsouins de la 9ème Brigade légère blindée d'infanterie de marine (9ème BLBIMa), ainsi que des hélicoptères de combat et de manœuvre.



Le RFTG britannique (© : ROYAL NAVY)

L'objectif de cet exercice majeur, qui devrait se dérouler fin octobre/début novembre, est de renforcer la coopération et l'interopérabilité entre les groupes de projection des deux principales marines européennes. Même si les relations entre Paris et Londres ont été quelque peu agitées ces dernières semaines, le sommet Sarkozy/Cameron prévu début décembre ayant notamment été annulé, le travail se poursuit donc, sur le plan militaire, des deux côtés de la Manche. Dans le cadre des accords de défense signés en novembre 2010, les deux pays avaient, notamment, évoqué la mise en place d'une force expéditionnaire franco-britannique. Le théâtre libyen, où les deux flottes ont travaillé étroitement ensemble (notamment les BPC français et le HMS Ocean qui ont coordonné leurs attaques d'hélicoptères contre les forces du colonel Kadhafi), a déjà été considéré comme très positif. L'organisation d'un exercice de grande ampleur permettra de confirmer cette capacité à conduire des opérations communes, notamment sur des facettes non abordées durant l'opération Harmattan/Ellamy, par exemple le débarquement de troupes.



*Le HMS Ocean et le BPC Mistral au large de la Libye (© : ROYAL NAVY)*

## **250 torpilles MU90 déjà livrées à la Marine nationale**



crédits : DGA

06/01/2012

La marine française aura bientôt fait le plein de torpilles légères de nouvelle génération. Le 16 décembre, la Direction Générale de l'Armement a réceptionné 25 MU90, portant à 250 le nombre de torpilles de ce type livrées à la Marine nationale, qui prévoit de disposer, au final, de 300 munitions. Utilisée pour la lutte anti-sous-marine, la MU90 est mise en oeuvre depuis les frégates du type F70 et Horizon, puis le sera sur les FREMM. Elle équipe également l'aéronautique navale, qui la déploie à partir des avions de patrouille maritime Atlantique 2, ainsi que l'hélicoptère Lynx et, bientôt, le Caïman Marine (NH90). « La MU90 est une torpille de 3e génération utilisée pour la lutte sous-marine. Elle a été conçue pour contrer toute menace de sous-marins à propulsion conventionnelle ou nucléaire quelque soit l'environnement ou le scénario. La MU90 peut être employée en grande immersion (plusieurs centaines de mètres) ou par très petits fonds (moins de 25 m). Elle utilise un mode de propulsion électrique pour plus d'autonomie, de performance et de sécurité. Elle est dotée d'une charge creuse à très haut pouvoir de perforation et d'un logiciel mission de dernière génération », explique la DGA.

Cette torpille, qui a été vendue à un millier d'exemplaires à travers le monde, est réalisée sous la maîtrise d'oeuvre groupement européen d'intérêt économique (GEIE) Eurotorp, composé de DCNS (26%), Thales (24%) et l'Italien WASS (groupe Finmeccanica) à 50%. En France, elle remplace les torpilles L5 mod4 sur les bâtiments de surface et Mk46 sur les aéronefs.

## Des Députés s'inquiètent de la montée de Thales au capital de DCNS



crédits : MER ET MARINE - VINCENT GROIZELEAU

03/01/2012

Patricia Adam et Bernard Cazeneuve, députés du Finistère et de la Manche, mais aussi vice-présidente et secrétaire de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, ont fait part de leur inquiétude suite à l'annonce d'un accord en vue d'une prise de participation de Thales dans Nexter (entre 15 et 30%) et la montée de l'électronicien dans le capital de DCNS (de 25 à 35%). Pour les deux parlementaires socialistes, ces opérations « relativisent un peu plus la place de l'Etat dans le secteur stratégique de l'armement. (Elles) engage(nt) l'avenir industriel du pays et celui de milliers d'emplois. Une mauvaise restructuration du secteur pourrait gravement contraindre la capacité de l'Etat à équiper les armées dans le plein exercice de sa souveraineté ». Patricia Adam et Bernard Cazeneuve exigent « toute la transparence sur les raisons qui ont conduit l'Etat à favoriser cette opération ». Se disant « très inquiets des conséquences sociales », ils réclament notamment de connaître les garanties proposées aux 4000 ouvriers d'Etat qui travaillent chez DCNS.

### **Quelles orientations stratégiques ?**

Les députés veulent également connaître les orientations et le but stratégique poursuivis par l'Etat et ses coactionnaires concernant l'avenir des deux groupes de défense. « Rien ne permet d'affirmer que de nouveaux projets industriels naîtront de ces rapprochements. Nous ne savons pas davantage si Thales en vertu de ses nouveaux droits de gouvernance participera au développement des activités civiles de DCNS. Il n'est pas certain, contrairement à ce qu'affirme le ministre de la défense, que le rapprochement opéré par Thales avec DCNS et Nexter participe d'une quelconque stratégie de consolidation de l'industrie de défense au niveau européen. Thales n'a pas à ce jour annoncé de projet industriel allant dans ce sens. Ses deux principaux actionnaires, Dassault et l'Etat (respectivement 25.89% et 27%, ndlr), n'ont pas davantage précisé la vision européenne qui animerait la politique industrielle suivie par la France depuis 2007 », estiment Patricia Adam et Bernard Cazeneuve, qui s'interrogent également sur le rôle de Dassault dans la restructuration de l'industrie française de défense.

## **La France cède la Foudre et trois chalands à la marine chilienne**

Le Transport de Chalands de Débarquement (TCD) Foudre, le Chaland de Débarquement d'Infanterie et de Chars (CDIC) Rapière, ainsi que les Chalands de Transport de Matériel (CTM) 19 et 24 ont été cédés par la France au Chili. La cérémonie de transfert de propriété s'est déroulée le 23 décembre, à Toulon, à bord de la Foudre. Après 21 ans de bons et loyaux services, le TCD a changé de pavillon et a été rebaptisé Sargento Aldea, du nom d'un héros chilien de la « Guerre du Pacifique » contre le Pérou, en 1879. Après une ultime mission en Afrique de l'ouest cet automne, la Foudre avait regagné Toulon pour entrer en cale sèche. Elle a fait l'objet d'un dernier carénage avant cession, ainsi que d'un chantier de réparation d'un problème sur un palier de ligne d'arbres. Les essais menés le 22 décembre ayant été concluants, le transfert du bâtiment au Chili a pu être effectué le lendemain.



**La Foudre est devenue le 23 décembre le Sargento Aldea**  
(© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

En acquérant ce TCD, mis en service en 1990, la marine chilienne renforce ses capacités amphibies en disposant d'un bâtiment disposant encore d'un bon potentiel, et présentant d'importantes capacités. Longue de 168 mètres et affichant un déplacement de 12.000 tonnes en charge, l'ex-Foudre pourra mettre en œuvre le CDIC et les deux CTM, capables de débarquer troupes et véhicules. Le TCD peut, à ce titre, accueillir en plus de son équipage (220 hommes) près de 500 soldats, dont un état-major embarqué. Les installations aéronautiques permettent, de plus, l'emport de quatre hélicoptères lourds. Enfin, le Sargento Aldea dispose d'installations hospitalières comprenant deux blocs opératoires et une cinquantaine de lits.

Les quatre anciennes unités françaises, cédées pour 43 millions d'euros, devraient quitter Toulon fin janvier pour gagner le Chili. Les équipages chiliens, dont les premiers éléments étaient embarqués au large de l'Afrique dans le cadre de la dernière mission Cormybe de la Foudre, représentent actuellement une centaine d'hommes. Au sein de la marine chilienne, le Sargento Aldea va remplacer le bâtiment de débarquement de chars Valdivia (ex-USS San Bernardino), un ancien LST du type Newport américain, désarmé cette année. Quant à la Marine nationale, le départ de la Foudre est compensé par l'arrivée du troisième bâtiment de projection et de commandement du type Mistral, le Dixmude ; alors que la Rapière et les deux CTM sont remplacés par les nouveaux engins de débarquement amphibie rapides (EDA-R).



meretmarine.com  
La cérémonie du 23 décembre (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



meretmarine.com  
La cérémonie du 23 décembre (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



La cérémonie du 23 décembre (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



La cérémonie du 23 décembre (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



meretmarine.com  
La cérémonie du 23 décembre (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



meretmarine.com  
La cérémonie du 23 décembre (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



meretmarine.com

La cérémonie du 23 décembre (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



meretmarine.com

La cérémonie du 23 décembre (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

Mise à jour : 03/01/2012 16:21 - Auteur : BCISSA - Direction : DCSSA

## Première évacuation médicale à bord du Caïman de la BAN Lanvéoc – Poulmic

Le 31 décembre 2011, le Caïman NH90 NFH de la flottille 33F de Lanvéoc-Poulmic a réalisé sa première évacuation sanitaire, l'une des missions attribuées à ce nouvel hélicoptère de la Marine.

Le 31 décembre à 8 h 30, le centre opérationnel de la marine de Brest contacte le pilote d'alerte de la flottille 33F de la BAN de Lanvéoc-Poulmic pour une évacuation médicalisée sur l'île d'Ouessant.



L'équipe médicale SAR (search and rescue) de Lanvéoc embarquée à bord d'un hélicoptère Caïman prend en charge une patiente de 86 ans.

Les conditions météorologiques ne permettent pas un posé de l'appareil sur l'héliport du CHU de Brest. Le Caïman se pose donc à la base navale de Brest. Le médecin SAR accompagne la patiente, transportée par un véhicule de secours et d'assistance aux victimes des marins-pompiers de Brest,

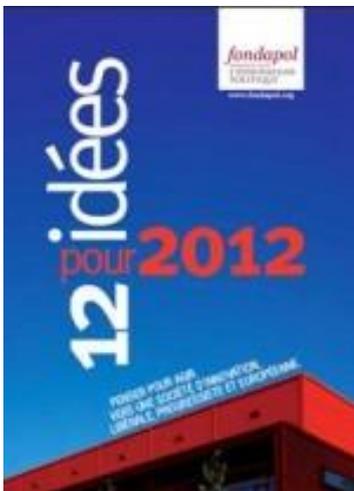
jusqu'aux urgences du CHU.

L'excellente coordination entre le SAMU 29 et l'équipe médicale de Lanvéoc a permis de mener à bien cette mission, non sans une certaine émotion car le « déracinement » d'une îlienne est toujours une épreuve.

Découvrir : [l'hélicoptère CAIMAN Marine](#)

## Une fondation proche de l'UMP propose de partager la dissuasion nucléaire avec l'Allemagne

*La Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) lance un ballon d'essai dans ses "12 idées pour 2012"*



Dans un document récemment paru (que l'on peut **lire intégralement en cliquant ici**), la Fondapol, un Think Tank proche de l'UMP, propose la création d'une "communauté franco-allemande" qui unirait nos deux pays dans une fédération très étroite. Cette France-Allemagne serait le noyau le plus intégré d'une Europe à géométrie variable. Ce projet se base sur l'idée que "les puissances de demain devront réunir trois attributs : une gouvernance solide et démocratique, des finances saines au service d'une économie de l'innovation et une capacité de défense globale".

C'est ce dernier point qui est le plus développé dans les "12 idées pour 2012" et notamment le fait que "la France doit partager avec l'Allemagne sa force de dissuasion nucléaire".

Les auteurs (qui souhaitent rester anonymes) de ce texte ne sont pas des ignorants : ils connaissent les réalités de l'Europe et notamment le peu de propension de l'Allemagne à s'engager dans cette voie : "En Allemagne, le nucléaire est vécu comme un risque et non comme une protection - chez nous, c'est l'inverse !" écrivent-ils, tout en rappelant que l'Allemagne préfère la défense antimissile avec les Américains que le nucléaire avec les Français. Les auteurs reconnaissent que la main tendue par la France à ses partenaires européens pour une "dissuasion concertée" (selon le mot d'Alain Juppé en 1995) "n'a pas été saisie, en particulier par les Allemands. Ou, plus exactement, il n'y a pas encore eu d'accusé de réception de leur part. La porte restera-t-elle toujours fermée à cette idée de copropriété de fait?" s'interrogent-ils.

Sur le plan opérationnel, une dissuasion partagée serait "portée par des unités franco-allemandes, réparties des deux côtés du Rhin", "esquissent" les auteurs. "Chacun des deux pays se placent sous la protection de l'autre" et "le pouvoir de recourir à l'arme nucléaire est partagé en ce sens que chacun des deux pays possède la capacité de l'activer pour ce qui concerne les armes nucléaires situées à l'intérieur de ses frontières." "Les états-majors ne sont pas forcément fusionnés, mais les plus hauts responsables conçoivent ensemble les plans de frappe". "A terme, les équipements sous-marins et aéroportés deviennent mixtes", même si les auteurs reconnaissent la difficulté de le faire pour les SNLE. En la matière, la composante aérienne jouerait donc un rôle primordial. Les auteurs imaginent que les armes soient placés sous contrôle d'un "groupement mixte franco-allemand" qui remplacerait l'actuelle Gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires.

Plus fondamentalement, "à terme, la décision nucléaire pourrait devenir strictement franco-allemande : le code nucléaire serait partagé entre le président de la République française et le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, chacun possédant un code ne pouvant fonctionner sans le code de l'autre".

Cette proposition, qui rappelons-le n'est pas formulée par des ignorants en matière stratégique, est une sorte de ballon d'essai. Ces chances d'aboutir sont aujourd'hui infimes, mais elle traduit une volonté portée au plus haut de l'Etat... et partagée par l'opposition. C'est tout l'enjeu du débat sur le "deuxième composante", c'est-à-dire les avions capables de délivrer l'ASMPA. Ce n'est pas un hasard si **François Hollande s'est engagé très fermement à** la maintenir. Comme Nicolas Sarkozy, il sait que c'est par ce biais uniquement qu'une "européanisation" de la dissuasion pourrait s'engager. L'Elysée, par exemple, ne serait pas défavorable à un déploiement "à l'Est" - dans le cadre d'exercices temporaires - des escadrons des Forces aériennes stratégiques. Sans les armes, évidemment.

L'alliance nucléaire avec le Royaume-Uni s'inscrit aussi dans cette perspective d'une communauté de dissuasion.

Projet irréaliste ? Oui, si l'on oublie que, héritage de la guerre froide (dont elle entend certes se débarrasser), la RFA abrite des armes nucléaires américaines, dont elle possède la double clé et qui seraient mises en oeuvre par des avions Tornado de la Luftwaffe. Et qu'elle siège au Comité des plans nucléaires de l'Otan.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 29 Décembre 2011 à 09:21

## La possession de l'arme nucléaire fait-elle encore sens ?

Modifié le 25-12-2011 à 13h50

**LE PLUS.** L'arme atomique, et la dissuasion qu'elle implique, n'ont plus autant d'influence que par le passé dans les relations diplomatiques mondiales selon le chercheur à l'IRIS, Maxime Pinard.



Edité par **Melissa Bounoua**

Dans une tribune parue dans le "Nouvel Observateur", [François Hollande confirme sa volonté de préserver la dissuasion nucléaire française](#), proposant de l'adapter et non pas de la remettre en cause. La tribune, argumentée et posant de très bonnes questions, en particulier sur la dimension multipolaire du monde, donne cependant l'impression qu'elle a été pensée il y a dix ans, à une époque où l'approche classique des conflits prédominait avec des affrontements interétatiques codifiés.



Un modèle de bombe H américaine livrée au mémorial de Caen le 11 mai 2002 (M. DANIAU/AFP)

Pourtant, le monde post-11-septembre a connu des bouleversements importants, et rapides, qui autorisent aujourd'hui à se questionner quant à l'intérêt stratégique de posséder l'arme nucléaire. Dans sa tribune, François Hollande associe fortement [l'idée de l'arme nucléaire à celle du respect du pays la possédant](#). De même qu'à partir d'une citation de François Mitterrand, il laisse entendre que la possession de l'arme nucléaire a pour fonction principale d'empêcher la guerre. Ces deux arguments sont pour le moins discutables, plusieurs faits remettant en cause leur pertinence.

### **L'arme nucléaire n'est plus un moyen de pression**

Pensée sous de Gaulle pour assurer l'indépendance stratégique de la France, l'arme nucléaire n'est clairement plus aujourd'hui un moyen de pression de la part de la France pour affirmer ses positions. On l'imagine mal menacer un pays, aussi dangereux soit-il, d'une attaque nucléaire, tant les conséquences d'une telle entreprise seraient disproportionnées et que les victimes civiles se compteraient par milliers.

Soulignons au passage que la distinction entre le représentant d'un État et la population de ce dernier ne doit pas être oubliée, et ce d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un régime autoritaire. Qui plus est, les récents conflits où la France a été impliquée (Libye, Afghanistan...) n'ont jamais fait au préalable l'objet d'une menace d'une attaque nucléaire.

L'influence de la France se concrétise davantage par sa diplomatie, par ses représentations à travers le monde, par ses actions en Afrique, en Europe, où l'arme nucléaire ne semble pas être d'une grande utilité. La dimension économique d'un Etat est aujourd'hui fondamentale pour

apprécier au mieux son rayonnement ; or, la France, avec la récession et les faibles perspectives qu'elle connaît, peine à lancer de grands projets et se voit contrainte de suivre le mouvement, toute puissance nucléaire soit-elle.

En outre, l'arme nucléaire française n'a pas empêché l'émergence de nouveaux conflits, voire même l'intervention de la France. Les probabilités que la France soit attaquée sur son sol sont pour le moins faibles. En revanche, en intervenant sur de nombreux théâtres d'opération, en Afrique et en Afghanistan par exemple, elle prend des risques mais ne peut se prémunir du danger par la menace nucléaire. Les Talibans sont responsables de la mort de nombreux soldats ; une réplique nucléaire est-elle envisageable ? Sûrement pas.

A ce sujet, François Hollande précise justement que la France possède des "moyens proportionnés" pour éviter d'arriver à des extrémités, ces moyens n'étant rien d'autre que des missiles air-sol incluant des charges nucléaires. Les conséquences humaines et environnementales de telles armes méritent une sérieuse réflexion.

### **Les nouvelles dimensions de la guerre**

De plus, si l'on s'intéresse aux menaces qui pèsent sur les Etats, très peu sont d'ordre interétatique. Par contre, le terrorisme transnational reprend des forces et sévit particulièrement en Afrique du Nord, où les intérêts occidentaux (français surtout) sont fragilisés. Les nombreux enlèvements et assassinats d'otages témoignent d'une nouvelle dimension de la guerre.

La piraterie maritime s'inscrit également dans cette logique d'actions à faible coût pour les concepteurs mais aux conséquences lourdes pour ceux qui les subissent. Enfin, la cyber-guerre est un champ d'études en plein essor qui suscite l'intérêt de nombreux gouvernements, conscients que le cyberspace n'est pas un espace neutre et qu'il peut être l'objet d'affrontements. Ainsi, [la cyber attaque contre l'Iran avec le virus Stuxnet](#) a eu de lourdes conséquences sur le calendrier du programme nucléaire iranien.

**L'accroissement et la diversité des menaces devraient inciter à une profonde réflexion** sur les meilleurs moyens d'action et de pacification. Le livre blanc de 2008 allait déjà dans ce sens, insistant sur la nécessité d'un renforcement des moyens pour le Renseignement entre autres. En effet, on assiste aujourd'hui davantage à une guerre de l'information qu'à un risque de conflit nucléaire. Dans le cas de l'Iran, outre le fait que l'on manque cruellement d'informations concernant l'avancée du programme nucléaire, l'objectif du pays est de procéder à un rééquilibrage des puissances dans la région, Israël étant la seule détentrice de l'arme nucléaire.

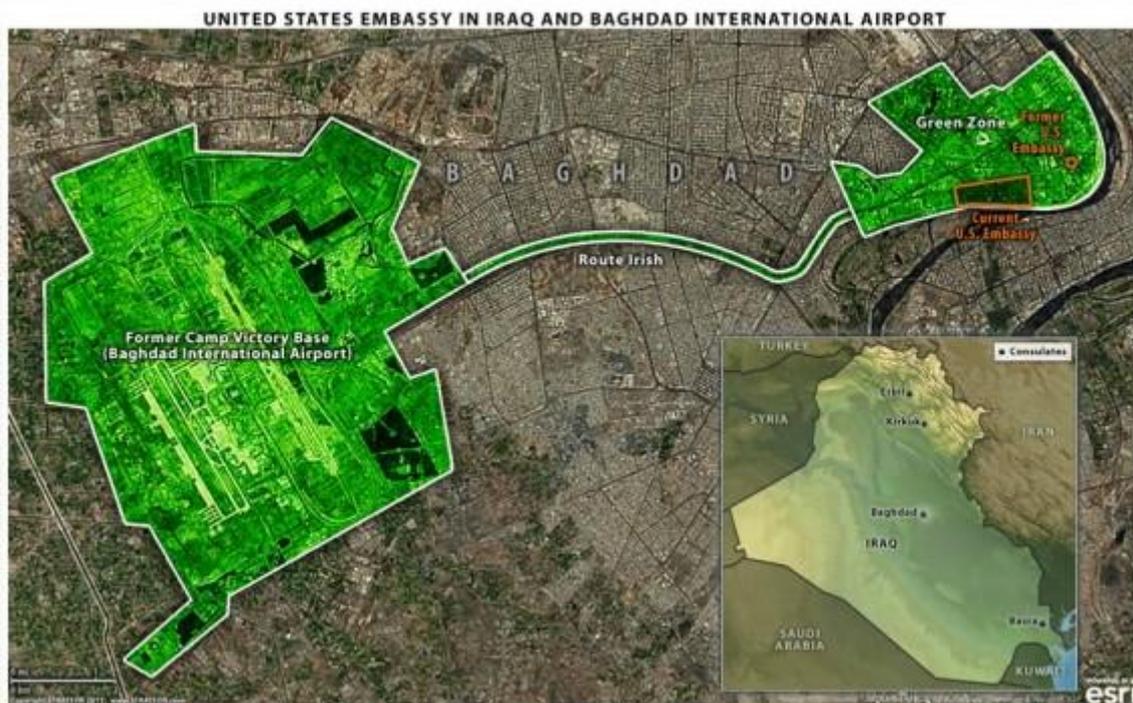
Dans le même esprit, la Corée du Nord se sert de l'arme atomique pour son chantage avec les puissances internationales afin d'obtenir l'aide humanitaire, le régime pouvant encore plus être fragilisé en cas de famine aggravée. A l'exception de ces deux problèmes, où le nucléaire a une dimension importante mais non exclusive dans la compréhension de leur spécificité, il semble bien que l'arme atomique et la dissuasion qu'elle implique soient d'un autre temps.

[La catastrophe de Fukushima a rappelé au monde que le nucléaire, civil ou militaire, n'est pas une réalité anodine](#) et que les choix qui s'y réfèrent engagent l'humanité sur plusieurs générations. Posséder une arme nucléaire et croire en sa capacité à perpétuer un semblant de puissance peut être un bon moyen pour occulter les autres vecteurs d'influence, tels que l'action politique, les stratégies économiques et la valorisation culturelle d'un Etat.

François Hollande souhaite adapter la doctrine nucléaire ; c'est une solution de l'instant qui vise à rassurer les défenseurs de la dissuasion au lieu de chercher des solutions pour faire perdurer l'influence de la France. Les politiques profitent d'un consensus populaire sur la question, mais leur devoir est d'anticiper les transformations du monde.

04.01.2012

## Back to Baghdad: 5 000 contractors pour sécuriser l'ambassade US



2012: à part quelques centaines d'instructeurs et des logisticiens militaires, l'armée américaine a quitté l'Irak. Place au DoS, le Département d'Etat, qui va défendre les intérêts US en Irak à partir d'une ambassade gigantesque, bâtie sur 42ha et pour un coût de plus de 600 millions de \$. Le DoS devrait y déployer 650 diplomates.

Pour assurer la sécurité du site de l'ambassade (et de ceux des consultats disséminés dans le pays à Bassorah, Erbil, Mossoul et Kirkouk), le DoS a fait appel à des SPER ("sociétés de protection en milieu à risques") dans le cadre du contrat WPS (*worldwide protective services* attribué le 29 septembre 2010 à huit firmes: Aegis, DynCorp, EODT, Global Strategies, SOC, Torres International, Triple Canopy et IDS). Quelque 5 000 *contractors* armés vont se charger de cette mission (auxquels s'ajouteront 4 500 *contractors* chargés de la logistique au sens le plus large, dont la maintenance de la soixantaine d'hélicoptères dont le DoS entend disposer pour ses déplacements).

Sur ces quelque 5000 *armed contractors*, entre 500 et 700 seront des Américains; le reste, chargé des missions de sécurité des sites (périmètres, accès...), sera composé de TCN (*third country nationals*): Britanniques, Australiens, Népalais, Fidjiens etc.

Les *security contractors* du privé ne seront pas seuls. D'une part, une équipe de l'OS (*Office Security*) de la CIA se chargera de la sécurité des personnels de l'Agence. D'autre part, 200 agents spéciaux du DSS (*DoS Security*) seront aussi déployés pour superviser les activités des *security contractors* et assurer une partie des missions de PR.

# Pétrole contre missiles : en Iran, la filière chinoise fonctionne à plein régime

Le Point.fr - Publié le 03/01/2012 à 11:40 - Modifié le 03/01/2012 à 12:51

Pour fermer le détroit d'Ormuz, les Iraniens disposent d'une panoplie de missiles fournis par Pékin. La menace est sérieuse.



L'Iran a procédé à des essais de tirs dans le détroit d'Ormuz, comme celui de ce missile Nasr à courte portée lancé le 2 janvier. © Ebrahim Noroozi / Jamejamonline/AFP

Les récents essais de missiles tactiques à courte et moyenne portée lors de manœuvres Valayat-90 des forces armées iraniennes autour du détroit d'Ormuz, qui se terminent mardi, ont fait l'objet d'une débauche de communiqués et d'images par le régime des mollahs. Les responsables militaires ont affirmé que tous les engins avaient été testés "avec succès", et n'ont pas tari d'éloges sur les armements présentés comme les derniers-nés de leur arsenal.

L'amiral Habibollah Sayyari, chef de la marine iranienne, a déclaré que "ces missiles sont transportables, précis et d'une capacité de destruction très élevée", pour souligner que l'Iran "contrôle entièrement le détroit d'Ormuz et sa sécurité". Pour autant, aucun expert indépendant étranger, a fortiori militaire, n'a été invité à examiner de près ces engins ou à prendre connaissance de la réalité de leurs performances. Celles-ci restent à ce jour connues des seuls Iraniens, et peut-être de rares services de renseignements qui seraient parvenus à glaner quelques informations techniques.

Il faudra donc attendre d'autres circonstances pour savoir ce que sont les réelles capacités militaires du [missile terre-mer Ghader](#), d'une portée théorique de 200 kilomètres, dont l'existence n'avait été annoncée par le régime qu'en août dernier. Les Iraniens le destinent à la frappe "contre les grands navires de guerre et les porte-avions" et prétendent l'avoir réalisé par leurs propres moyens. Ce qui paraît assez peu probable, à tout le moins s'ils veulent que leur engin rivalise avec les défenses électroniques et les contre-mesures des marines modernes. En ne se basant que sur les quelques images diffusées par les Iraniens, leur Ghader ressemble comme deux gouttes d'eau au missile chinois C-801 (appelé par l'Otan CSS-N-4 Sardine), lui aussi destiné à tirer contre les navires depuis la terre.

## Missiles chinois

Cet engin propulsé par une fusée à poudre avait été présenté au Salon du Bourget en 2003. Les Iraniens avaient acquis une centaine d'exemplaires de ce missile et huit lanceurs en 1988, et le site [globalsecurity.org](http://globalsecurity.org) rappelle qu'en 1996, voici donc plus de quinze ans, Chinois et Iraniens développaient ensemble un nouvel engin extrapolé du C-801 et de son successeur, le C-802 Saccade. Le Nour, "nouveau" missile mer-mer testé par la marine iranienne durant Valayat-90, pourrait bien être le tardif fruit de cette collaboration. La principale différence entre le C-801 et le C-802 réside dans le remplacement du propulseur à poudre par un turboréacteur.

Quant au Nasr, missile "iranien" également testé ces derniers jours, il s'agit tout simplement de l'engin chinois TL-6, un petit missile destiné à frapper les navires de moins de 1 000 tonnes. Aucune des trois armes présentées durant ces manoeuvres ne représente donc une innovation, encore moins une percée technologique. Mais rappelons qu'utilisée à bon escient, une arme même relativement rustique peut avoir son efficacité. En août 2006, le Hezbollah libanais avait ainsi tiré un missile iranien dérivé du Silkworm chinois contre une corvette israélienne croisant au large du Liban du Sud, tuant quatre marins et provoquant de graves avaries au navire.

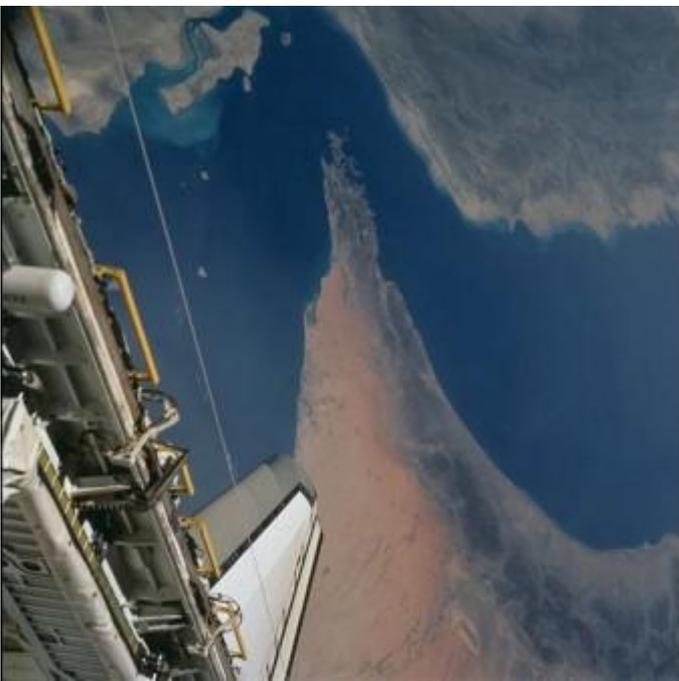
La menace que l'utilisation éventuelle de tels engins fait peser sur le détroit d'Ormuz est donc bien réelle, s'agissant d'un bras de mer voyant passer 40 % du pétrole mondial. Quant à l'axe stratégique Pékin-Téhéran, il demeure essentiel : la Chine avide de pétrole absorbe le quart des exportations iraniennes et les canons constituent de longue date une excellente monnaie d'échange stratégique.

05.01.2012

## L'équilibre des forces autour du détroit d'Ormuz vu par le CSIR

Voilà une mesure qui ne va pas apaiser le climat déjà tendu entre l'Iran et les Occidentaux. Un accord de principe a été trouvé, hier, entre les pays européens pour imposer un embargo sur l'achat de brut iranien si Téhéran ne s'engage pas à coopérer avec la communauté internationale sur son programme nucléaire controversé. Cet accord sera mis au point d'ici à la fin du mois, une fois que les modalités et la date de début de cet embargo, toujours en discussion entre les

Vingt-sept, auront été arrêtées.



Téhéran fournit près de 450 000 barils par jour aux Etats membres de l'UE (soit un peu moins de 18% des exportations iraniennes, ce qui réduira d'environ 15% ses entrées de devises étrangères). En décembre, le commissaire européen à l'Energie, Günther Öttinger, avait indiqué qu'en cas d'embargo pétrolier sur l'Iran l'Europe pourrait s'approvisionner

d'autres sources, notamment du premier pays de l'OPEP, l'Arabie saoudite.

Toujours hier, l'adjoint du chef d'état-major des forces armées, le général Massoud Jazayeri, a réitéré les menaces iraniennes envers les Américains: "La présence à long terme des Etats-Unis dans la région augmente l'insécurité et le risque de tension et de confrontation. Par conséquent, pour éviter toute situation désagréable et non souhaitée, les Etats-Unis doivent quitter la région".

Pour en savoir plus sur le détroit d'Ormuz, sur la production de pétrole dans la région et les voies existantes pour son exportation, sur l'équilibre des forces armées des pays riverains du Golfe, je suggère la lecture d'un excellent rapport (révisé le 3 octobre) du CSIR américain (*Center for Strategic and International Studies*): *Iran and the Threat to "Close" the Gulf*. Cliquer [ici](#) pour y accéder. On y découvre aussi quelques scénarii en cas de blocus iranien pour interdire le franchissement du détroit.

# Le Japon achète des F-35. Un choix militaire ? industriel ? financier ? Non, politique !



Le Japon a annoncé cette semaine (comme **nous le laissons entendre sur ce blog** ) qu'il avait retenu le F-35A comme futur avion de combat. L'appareil de Lockheed-Martin était en compétition avec le Boeing F/A-18 E/F Super Hornet et l'Eurofighter Typhoon d'EADS. Le Rafale ne participait pas à cette compétition.

Que peut-on penser de ce choix ? Que l'achat d'un avion de combat reste un geste fondamentalement politique, dont lequel les considérations militaires, industrielles et financières, pour importantes qu'elles soient, ne sont pas déterminantes. Et qu'une fois la décision politique prise, on l'habille avec toutes sortes de justifications techniques plus ou moins crédibles.

Que voulait le Japon ? Deux choses : un avion de supériorité aérienne et le développement de son industrie aéronautique. Il n'obtient ni l'un ni l'autre.

Le Japon est situé dans une région du monde où la perspective d'une guerre de haute intensité n'a pas disparue. La Chine poursuit le développement de ses forces armées et de son aviation.

Les deux Corées (qui entretiennent des relations complexes avec Tokyo) sont proches et la Russie est, ne l'oublions pas, un pays frontalier du Japon, avec lequel il existe toujours un différent territorial (îles Kouriles). Dans ces conditions, le Japon a besoin d'un avion de supériorité aérienne, c'est-à-dire d'un chasseur optimisé pour le combat air-air face à des menaces sérieuses. C'est la raison pour laquelle, il souhaitait acquérir le formidable F-22 américain, un appareil hors de prix mais conçu pour cette unique mission. Las ! Les Américains ont refusé de le vendre et ont arrêté la chaîne de fabrication. Le F-18 Super Hornet (la dernière version du F-18) est un très bon chasseur, qui plus est polyvalent : c'est à lui que l'US Navy confie la protection de ce qu'elle a de plus précieux : ses porte-avions. Quant à l'Eurofighter Typhoon, s'il n'est pas un avion exceptionnel, il a été spécifiquement conçu pour cette mission air-air. Il était donc un candidat sérieux.

Enfin, les Japonais achèteront du F-35... qui est un avion conçu pour l'attaque au sol. Certes, sa furtivité et ses systèmes électroniques en feront un avion capable d'opérer dans un contexte très hostile, mais de là à en faire un chasseur pas, il y a un sérieux pas - surtout s'il se retrouve demain (dans quinze ans) à devoir intercepter des avions de type Su T-50. D'ailleurs, l'USAF comme la RAF prévoient une double dotation : des F-35 pour l'attaque au sol et un intercepteur (F-22 ou Eurofighter en l'occurrence) pour la supériorité aérienne. Si le F-35 était aussi polyvalent, gageons que l'USAF montrerait l'exemple...

Le Japon voulait également poursuivre le développement de son industrie aéronautique - un choix stratégique pour ce pays. Les F-4 Phantom et le F-15 qui équipent son aviation ont été construits sous licence dans le pays qui a également produit une version locale du F-16 sous le nom de F-2. Il ne s'agit pas seulement de faire tourner les usines mais aussi d'acquérir des compétences. Comme pour l'Allemagne après 1945, le Japon a perdu son savoir-faire : il tente de le reconquérir. Avec l'Eurofighter, EADS proposait l'accès à la totalité des informations industrielles et une construction des avions dans l'archipel. La proposition de Boeing, avec le SuperHornet, moins généreuse, restait très attractive. Rien de tel avec le F-35 : seuls 40% de l'avion sera produit sur place et l'accès aux informations sensibles sur les systèmes de combat (codes sources) ou la furtivité, restera limité.

Pourquoi, alors, acheter 42 F-35A ? Le gouvernement japonais explique, sans rire, que c'est le programme le moins cher ! Une blague quand on sait que les membres du Congrès américain et tous les experts s'arrachent les cheveux devant les dérives financières de ce programme qui est déjà le plus cher du monde. Le coût global de l'acquisition et de vingt années de mise en œuvre serait de 5 à 6 milliards d'euros. Pour un avion qui n'est toujours pas en service : l'US Air Force prévoit une capacité opérationnelle initiale (c'est-à-dire pas grand chose) en 2018...

Le F-35 s'avère être ce qu'il est : un avion de supériorité aérienne d'un genre particulier. Expliquons-nous : si ces capacités de détruire des avions de combat en vol restent à démontrer, avant même d'être entré en service, ce programme aura détruit une bonne part des industries aéronautiques militaires du monde. Dans ce qu'elles ont de plus précieux : leur capacité de concevoir un avion de combat. Elles conserveront des ateliers et des usines, pas de doute. Mais elles auront perdu l'essentiel, que seuls les États-Unis conserveront... en contraignant leurs alliés à partager les frais ! Jolie victoire.

Il se trouve simplement que le Japon - qui a perdu la guerre en 1945 et se trouve dans une région du monde qui n'est pas sortie de la guerre froide - n'a pas le choix. Les rares pays, dont la France, qui l'ont encore feraient bien d'y réfléchir.

# L'Arabie Saoudite a signé le contrat d'achat de 84 avions F-15 supplémentaires

30 décembre 2011 – 14:37



S'il y a un adversaire que les monarchies pétrolières sunnites du golfe Persique redoutent par dessus-tout, [c'est bien l'Iran chiite](#), avec son programme nucléaire soupçonné d'avoir une dimension militaire. Et cela d'autant qu'elles craignent d'être destabilisées de l'intérieur étant donné qu'elles abritent des minorités importantes se référant au chiisme. Cela d'ailleurs s'est vu à Bahreïn et en Arabie Saoudite cette année.

Aussi, pour faire face à la menace iranienne, ces pays s'arment massivement, notamment auprès des Etats-Unis. En 2010, l'Arabie Saoudite a fait part de son intention d'acquérir pour 60 milliards dollars d'armes américaines, dont 70 hélicoptères Apache, 72 Black Hawks et 36 MH-6 Little Birds, ainsi des missiles anti-radar AGM-88 HARM (High-speed, Anti-Radiation Missile) et des bombes JDAM (Joint Direct Attack Munition). Et cela, sans oublier 84 chasseurs bombardiers F-15 Silent Eagle.

Justement, au sujet de ces appareils, l'administration américaine a fait savoir, le 29 décembre, que le contrat de vente venait d'être signé avec Ryad, pour un montant de 29,4 milliards de dollars, lequel inclut, outre la livraison des 84 F-15, la modernisation de 70 autres avions du même type déjà en service au sein de la Saudi Royal Air Force.

Pour Boeing, c'est le jackpot : cette vente devrait lui rapporter entre 18 à 20 milliards de dollars (le reste revenant aux sous-traitants et au gouvernement américain, qui fournira les prestations de formation des personnels saoudiens), ce qui permettra de garantir 50.000 emplois outre-Atlantique.

Cela étant, Israël ne voyait pas, au départ, ce contrat d'un bon oeil, étant donné que ses rapports avec le royaume wahhabite ne sont pas au beau fixe, loin de là. Pour lever les réserves du gouvernement israélien, Washington lui a donné la garantie que les avions acquis par l'Arabie Saoudite ne lui permettraient pas de

mener des frappes sur des cibles terrestres et maritimes, tout en lui promettant que les premiers F-35 Lightning II qu'il a commandés lui seraient livrés en même temps que le seront les F-15 destinés à la Royal Saudi Air Force.

La fourniture d'armes américaines à l'Arabie Saoudite fait suite au Pacte de Quincy, signé par Ryad et Washington en février 1945, lequel engage les Etats-Unis à assurer la protection du royaume saoudien en échange d'un accès privilégié à son pétrole.

## La commande de 20 avions Tucano par l'US Air Force contestée

5 janvier 2012 – 14:20



Le 30 décembre, l'US Air Force a fait connaître son intention de commander, pour 355 millions de dollars, 20 avions d'entraînement et d'appui au sol Tucano, rebaptisé A-29, développé par le constructeur brésilien Embraer, associé, pour l'occasion, à l'américain Sierra Nevada.

Cette annonce a été faite dans le cadre du programme Light Air Support (LAS), lequel prévoit notamment de livrer 20 A-29 à la force aérienne afghane renaissante, afin de la doter de capacité d'appui au sol contre les mouvements insurgés. Mais ce projet ne s'arrête pas là puisque cette première commande devrait être suivie par au moins l'acquisition de 15 autres appareils, destinés cette fois à l'US Air Force.

Le montant total de ce programme étant évalué à près d'un milliard de dollar, il a suscité de l'intérêt chez d'autres constructeurs, à commencer par Hawker Beechcraft, qui a proposé son T-6 Texan II, le successeur modernisé du célèbre T-6 des années 1940.

Mais l'avionneur établi à Wichita, au Kansas, n'a pas été retenu par l'US Air Force pour le programme LAS. Et cela lui a été notifié en novembre dernier. Pour autant, Hawker Beechcraft n'a pas abandonné l'idée d'imposer son appareil et a ainsi lancé une procédure en justice pour contester son éviction, qui n'a pas été motivée, comme cela aurait dû l'être.

« Cette décision nous déconcerte. (...) Cela fait deux ans que nous travaillons de près avec l'USAF. Nos partenaires et nous avons investi plus de 100 millions de dollars pour pouvoir répondre aux critères de l'USAF » a fait valoir Hawker Beechcraft par voie de communiqué.

Pour obtenir des explications, le constructeur américain a donc porté l'affaire devant la Cour américain des réclamations fédérales. Mais cette action a une conséquence directe : l'US Air Force a en effet annoncé la suspension du programme LAS tant que cette affaire ne sera pas réglée.

« La concurrence, l'évaluation et la sélection ont été justes, ouvertes et transparentes » a fait valoir, de son côté l'US Air Force, qui espère une issue rapide et positive à ce contentieux.

Quoi qu'il en soit, l'achat d'avions Tucano par l'US Air Force pourrait être l'une des conséquences de la lutte que se livrent Dassault Aviation, Saab et Boeing afin de décrocher le contrat portant sur l'acquisition de 36 avions de chasse par le Brésil. Une importante commande passée auprès d'Embraer avait en effet été mise en avant (parmi d'autres propositions), l'an passé, par l'administration américaine afin de convaincre Dilma Rousseff d'opter pour le F-18 Super Hornet.

01.01.2012

## Incredvables! Les AML 90 de l'armée kenyane ouvrent la voie dans le sud somalien



L'offensive des forces kenyanes dans le sud de la Somalie est un peu oubliée. Les combats contre les miliciens islamistes se poursuivent pourtant et se concentrent dans la province du Lower Juba. Mais les conditions météo actuelles ne favorisent guère la progression des soldats kenyans et interdisent l'appui aérien dont ils souhaitent bénéficier au cours de leur avancée vers le port de Kismayo.

Les Kenyans ont déployé plusieurs types de véhicules adaptés aux zones de brousse du sud de la Somalie. Parmi ces véhicules, des MRAP sud-africains de type *Puma M26* de OTT Technologies (cliquer [ici](#) pour voir la fiche technique en français).

Et des AML 90 dont ils ont acheté 72 exemplaires il y a près d'un quart de siècle. Les bonnes vieilles AML dans le mauvais temps (photo ci-dessus. Pour un temps plus clément, cliquer sur la photo ci-contre d'AML sous le soleil d'octobre dernier) ouvrent la



voie à l'infanterie qui se fait régulièrement accrocher par les Shebab.

## Pour Noël, l'étonnant concours de crèches des képis blancs d'Aubagne



Ainsi l'une des quatre crèches en compétition, composée de 5 dioramas encadrant une Nativité. On peut y voir une évocation de l'Afghanistan, avec un poste avancé, un avion de transport de troupes et un hélicoptère, mais aussi le centre des permissionnaires de Malmousque - "la maison de ceux qui sont loin de leur famille", un havre de paix en bord de mer en plein cœur de Marseille. (© AFP Gerard Julien)

AUBAGNE (Bouches-du-Rhône) (AFP) - C'est une tradition à Aubagne: pour Noël, les képis blancs de la "maison mère" de la Légion étrangère se lancent dans un concours de crèches, où se côtoient évocations de la Nativité mais aussi des terrains d'action d'Afghanistan, d'Afrique ou d'ailleurs.

Cette année, quatre services veulent gagner la distinction de la plus belle crèche. Un concours sans prix matériel à la clef, mais tout ce qu'il y a de plus sérieux, qui aide à comprendre comment se construit la cohésion dans cette composante particulière de l'armée française où sont incorporés des hommes de plus de 140 nationalités.

"Noël, c'est un moment fort... Le soir de Noël nous le passons avec nos hommes", souligne le colonel Gilles Bertaud, commandant en second du 1er régiment étranger (1e RE) d'Aubagne. "La Légion est une seconde famille pour ces déracinés".

Membre du jury, l'officier supérieur explique que "les scènes doivent représenter deux choses, Noël et la Légion". "Cette superposition est un peu décalée parfois"...

Ainsi l'une des quatre crèches en compétition, composée de 5 dioramas encadrant une Nativité. On peut y voir une évocation de l'Afghanistan, avec un poste avancé, un avion de transport de troupes et un hélicoptère, mais aussi le centre des permissionnaires de Malmousque - "la maison de ceux qui sont loin de leur famille", un havre de paix en bord de mer en plein cœur de Marseille.

La crèche montre aussi une représentation de l'institution des invalides de Puyloubier, au pied de la montagne Sainte-Victoire, et encore la jungle guyanaise avec une fusée Ariane V, et enfin le portail d'une caserne à Djibouti.

En plus des miniatures, les concurrents présentent un petit film d'accompagnement. Des histoires fictives mais qui racontent la vie quotidienne des soldats.

Ici, il y est question d'un caporal qui, partant à la retraite, évoque avec quatre frères d'armes les Noël passés sur les terrains d'opération.

"C'est toujours un moment d'émotion", confie le colonel à la retraite Joël Padovani. "Mon premier Noël dans la Légion, j'étais à Madagascar, et voir la crèche faite par un légionnaire avec les moyens du bord, ça m'a fait pleurer", dit-il.

Pour cet ancien militaire, entré comme homme du rang, Noël permet la communion entre des hommes de nationalités et de croyances différentes. "C'est le mystère de la Légion, et même après 17 ans de service, je ne comprends pas comment ça marche", souligne l'ancien officier.

Le sergent Alexandre Valenzuela, un Chilien, a passé trois semaines "jour et nuit", dit-il, pour confectionner sa crèche, en hommage "aux anciens".

Le sergent Lamine Sadio, un colosse sénégalais, présente sa crèche dans laquelle "une colline d'Indochine" jouxte d'énormes santons, tandis que deux légionnaires, en chair et en os, jouent une saynète: un ancien sur son lit de mort raconte sa campagne d'Indochine à son fils.

"C'est l'histoire vraie d'un ancien qui nous a quittés il y a quelques semaines et que son fils venait de retrouver", explique l'aumônier catholique, Yannick Lallemand.

Pour cet homme que les légionnaires appellent le "Padre", c'est le dernier Noël en uniforme. Véritable légende vivante, il fut plusieurs fois décoré pour ses faits d'armes alors qu'il était officier, avant d'entrer au séminaire et de devenir prêtre.

Et peut-être pour essayer de gagner les faveurs du jury - auquel l'aumônier participe, une photo du "Padre" est en bonne place dans l'une des crèches, à côté de la main du capitaine Danjou, un autre héros de la Légion.

© 2011 AFP

**03.01.2012**

## **10 janvier 2012 : remise du "Prix de la reconversion des militaires"**



Le « Prix de la reconversion des militaires » sera remis le mardi 10 janvier 2012 à 17h à l'amphi Louis de l'Ecole militaire à Paris. Avant la remise du prix, aura lieu un débat (ouvert à tous mais pour lequel il faut s'inscrire), de 14h30 à 15h45, sur le thème "Reconversion des militaires et réseaux".

Ce prix est organisé par l'Association des entreprises partenaires du ministère de la Défense en liaison avec Défense Mobilité, l'Agence de reconversion de la Défense. Il a pour objectif de récompenser un projet de création ou de reprise d'entreprise par un personnel militaire en situation d'activité, inscrit ou non dans un parcours reconversion, devant rejoindre la vie civile au plus tard un an après la remise du prix. Le jury du prix est composé de deux parlementaires, de deux représentants de Défense Mobilité dont son directeur, du chef de la Mission retour à la vie civile des officiers généraux (MIRVOG) et de praticiens du monde de l'entreprise.

### **Le message de l'Association des entreprises partenaires du ministère de la Défense:**

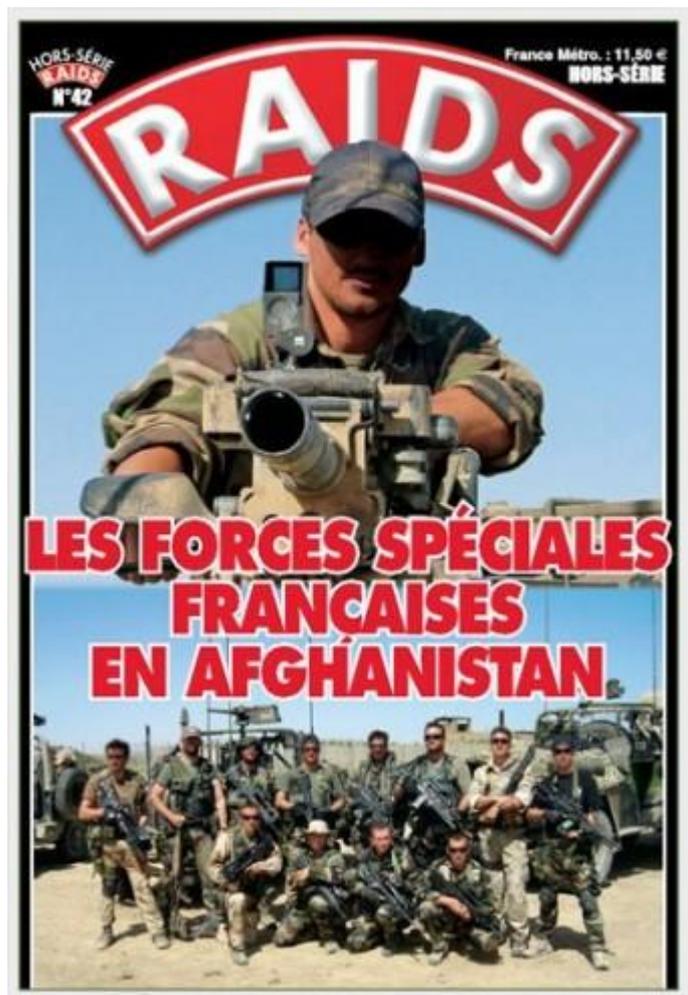
"Que vous soyez un personnel militaire ayant ou réfléchissant à un projet de reconversion, un conjoint, un personnel de Défense Mobilité ou de la MIRVOG, nous vous attendons nombreux le 10 janvier pour échanger et développer votre réseau !!! Attention, l'inscription est obligatoire, et ce avant le 7 janvier, à l'aide du lien Internet suivant : <http://www.entreprisespartenairesdeladefense.fr/index.php...>

Contact éventuel : [contact@entreprisespartenairesdeladefense.fr](mailto:contact@entreprisespartenairesdeladefense.fr)

Site : [www.entreprisespartenairesdeladefense.fr](http://www.entreprisespartenairesdeladefense.fr)

**26.12.2011**

## **Un HS de Raids consacré aux Forces spéciales françaises en Afghanistan**



La revue *Raids* consacre son Hors série n°42 (11,50€) aux "forces spéciales françaises en Afghanistan". Ce HS a été confié à Jean-Marc Tanguy, animateur du blog *le mamouthet* excellent connaisseur des FS tricolores. Il a d'ailleurs rédigé le texte du livre *Forces spéciales. Notes de production et sources d'inspiration*, publié par les éditions Nimrod (cliquer [ici](#) pour lire mon compte-rendu de lecture).

Raids consacre donc un HS aux soldats des unités des FS terre, air et marine déployés depuis 2001 en Afghanistan. Pour en savoir plus sur l'implication de la DGSE avant cette date, on peut se référer au très bon livre de Jean-Christophe Notin: *La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan 1979-2011* (cliquer [ici](#) pour lire le post que j'ai consacré à cet ouvrage).

Après le 11-Septembre, la France n'a guère tardé à s'impliquer en Afghanistan. On se souviendra de l'arrivée du 21e Rima, tout début décembre 2001 (sa mission avait été définie par l'Elysée le 14 novembre). A ses côtés, quelques

officiers du Cos. C'est donc tout naturellement sur les opérations d'ouverture (à Mazar-e-Sharif) que s'ouvre ce HS qui retrace ensuite dix années d'action et de missions, tantôt spéciales, tantôt conventionnelles.

Après des encadrés instructifs (sur les équipements, sur les missions des "cousins" du GAHP et du GIGN), des coups de projecteurs sur les "hélicoptéristes spéciaux" et sur les commandos air des CPA, plusieurs témoignages dont celui d'un infirmier d'un commando marine..., ce HS se clôt sur la liste des soldats des FS tués en Afghanistan: 4 commandos marine, 4 marsouins du 1er RPIMa, 2 dragons du 13e RDP, un commando du CPA10.

J'ajoute aux qualités de ce numéro: la riche iconographie (160 photos mais aucune carte!, dommage) et le ton mesuré du rédacteur, sobre et précis, sans commentaires superflus. Lecture recommandée assurément.

## L'amour du général Bentégeat pour l'Armée

***L'ancien chef d'état-major des armées publie un livre très personnel sur sa passion militaire.***



*"Peut-être les soldats ont-ils surtout besoin qu'on les aime pour ce qu'ils font, sinon pour ce qu'ils sont".* S'il est un homme qui est parvenu à les faire aimer, les militaires, c'est bien l'auteur de cette phrase. Elle conclut presque le livre que le général Henri Bentégeat vient de publier aux éditions Dumesnil : *"Aimer l'armée. Une passion à partager"*. Un petit livre inattendu sous la plume d'un vrai lettré, toujours modeste. On le reconnaît bien là : pour parler de lui, il met en avant les autres. S'il raconte son amour pour la chose militaire, c'est au travers de citations d'écrivains qu'il a lu et qu'il aime. Trop nombreuses, peut-être, diront les mauvaises langues, qui auraient peut-être aimé que l'ancien chef d'état major des armées parle plus directement de lui.

Il faut lire ce livre, car il résume, souvent en quelques mots, tout ce qu'il faut pour comprendre la vocation militaire. Dans le cas présent, c'est celle d'un officier sorti de Saint-Cyr, qui choisit la "colo" et atteindra les sommets de la hiérarchie. Un homme dont, aujourd'hui encore, l'auteur de ce blog n'a jamais entendu dire de mal par quiconque - comme il l'écrivait déjà dans un **portrait paru en 2003 dans Libération**. Aimer l'armée, qu'est ce que c'est ? C'est *"aimer servir, aimer cette vocation, aimer l'honneur, aimer l'attente, aimer l'effort, aimer le jeu, aimer le cérémonial, aimer la fraternité, aimer la solitude, aimer l'égalité, aimer être nomade, aimer la liberté, aimer la paix et la guerre"*. Autant de chapitres pour décrire les *"servitudes et grandeurs militaires"* d'aujourd'hui et de toujours.

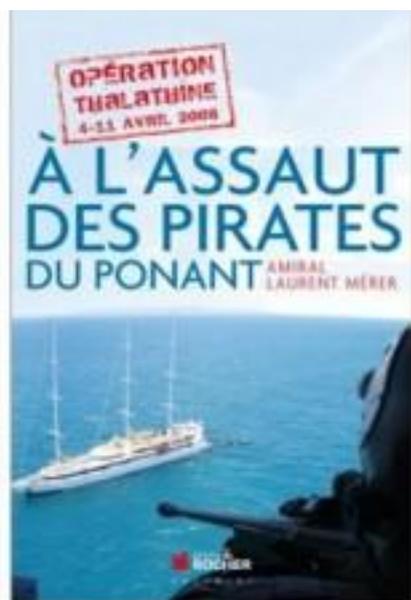
Une jolie réussite, assurément.

Général Henri Bentégeat, "Aimer l'armée. Une passion à partager". Editions Dumesnil. 161 pages. 14,5 euros.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 27 Décembre 2011 à 17:44

## Libérer Le Ponant: Laurent Merer raconte l'opération Thalathine

Un LCVP du *Var* qui coule en plein océan Indien, le *Surcouf* en avarie, le *Jean-Bart* à la peine, un *Atlantique* qui ne vole que sur un moteur, un *Panther* dont l'électronique fait faux bond... SNAFU! "La situation est normale, tout merde"... Pourtant, l'opération *Thalathine* sera un succès et les 30 otages aux mains des pirates somaliens seront libérés sains et saufs.



Rappelons-nous: le 4 avril 2008, le voilier de croisière *Le Ponant* est pris d'assaut par des pirates le long des côtes de Somalie; ses trente membres d'équipage sont pris en otages. Les forces navales françaises de l'océan Indien montent alors une vaste opération aéromaritime. Moins de huit jours après, les otages sont libérés, une partie de la rançon récupérée et les pirates arrêtés (six seront jugés en France au mois de mai 2012). L'opération *Thalathine* -trente en langue arabe- est un formidable succès mais avec son lot d'imprévus et de difficultés.

Laurent Merer, ancien préfet maritime de l'Atlantique et ancien commandant de la zone maritime de l'océan Indien, revient sur cette opération dans un excellent ouvrage. Son livre: *A l'assaut des pirates du Ponant*, sera en librairie le 19 janvier. Un "thriller politique", comme le dit l'auteur? L'expression est belle mais dénature le réalisme du propos qui n'est en rien romancé.

Comme le précise Laurent Merer, "il y a en réalité trois opérations distinctes par leur nature (...). La première, "*Liberté*", a pour objectif la libération des trente otages". La seconde, "*Hôtel plus*", sera lancée dès leur arrivée en lieu sûr et se soldera par la capture de six pirates. La troisième, "*Post Reprise*" consistera à mettre le voilier de luxe en sécurité. C'est donc cette opération en trois temps que relate et décrit l'auteur dans un livre cohérent à lire en parallèle avec celui du commandant du *Ponant*, Patrick Marchesseau: *Prise d'otages sur le Ponant*.

Laurent Merer, *A l'assaut des pirates du Ponant*, éditions du Rocher, 224 pages, 19 €

# La petite entreprise familiale d'un officier de gendarmerie fait scandale

Sibylle LAURENT et Yann-Armel HUET, deux collègues de la rédaction de Quimper, ont enquêté sur une info donnée jeudi matin par nos confrères de *Libération*. Voici leur article paru ce matin dans nos éditions.

## Un site nazi hébergé chez un officier de gendarmerie

**Le bureau de vigilance contre l'antisémitisme a porté plainte contre un site, qui propose des objets nazis. Cette société est hébergée chez... un officier de l'école de gendarmerie de Dinéault (Finistère).**

À vendre sur ce site internet, des Figurines 12 pouces, reproductions au 1/16e, de Superman, Spiderman, Indiana Jones... Mais aussi des poupées douteuses : Adolf Hitler, Göring, Goebbels...

Parmi les « nouveautés » proposées, on trouve même un set de décoration Hermann Göring comprenant « une tête ultra-réaliste avec bouche ouverte, dague Luftwaffe, manteau avec col de laine, collier fait à la main, boîte de 10 cigares... » Et pour une soixantaine d'euros supplémentaires, on s'offre son set de mobilier avec des meubles de poupée comme une table avec croix gammée !

Une petite notice explique que Göring est « un homme politique allemand, chef militaire et membre éminent du parti nazi. Vétéran de la Première Guerre mondiale, il fut le dernier commandant du Jagdgeschwader 1, l'escadrille de chasse du fameux Baron Rouge, Manfred von Richthofen. » Un peu court.

Là où le malaise s'accroît, c'est que ce site Internet de vente par correspondance est géré par l'épouse d'un lieutenant-colonel de l'école de la gendarmerie de Dinéault (Finistère). L'adresse donnée pour commander un produit est la Cité Ty- Vougeret, 29 150 Dineault. Soit l'adresse de l'école de gendarmerie de Châteaulin. Quant à la ligne téléphonique pour contacter « une conseillère 5 jours sur 7 », c'est le numéro personnel de l'officier.

Alerté par des internautes, le bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) a porté plainte, hier, auprès du procureur de la République de Quimper. « C'est intolérable. Ce site et ses auteurs se rendent coupables d'apologie de criminels contre l'humanité », ne décolère pas Sammy Ghozlan, le président. Selon lui, « ces figurines sont absolument interdites à la vente ». Il souhaite l'ouverture d'une enquête rapide et demande la fermeture immédiate et l'interdiction de Figurines 12 pouces.

Le BNVCA recense les actes antisémites depuis 11 ans. Selon Sammy Ghozlan, on trouve de plus en plus d'apologie du nazisme et du négationnisme sur Internet. « La plupart des sites sont hébergés à l'étranger, aux USA, en Suisse ou en Belgique et on ne peut rien faire. »

Au parquet de Quimper, on explique qu'il est encore trop tôt pour avoir pris connaissance de la plainte. Du côté de la direction générale de la gendarmerie nationale, on tente de minimiser : « Ce site n'est pas hébergé dans l'école de gendarmerie. La gendarmerie ne prend aucune part à cette activité. La gérante est l'épouse d'un militaire. Elle devra répondre devant la justice des motivations de son commerce, s'il s'avère, au terme de l'enquête, que ce dernier est jugé illégal. »

L'inspection générale de la gendarmerie a tout de même été saisie d'une enquête administrative concernant l'officier, « qui devra expliquer pourquoi le siège social du site a été domicilié dans son logement de fonction situé hors caserne ».

Le lieutenant-colonel et sa femme, actuellement en vacances, n'ont pu être contactés.